N° 8 – 23 juin au 8 juillet 1977

# l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

3 F

Supplément à l'Humanité rouge n° 713

**Le Pellerin PREMIERE VICTOIRE CONTRE LA REPRESSION**

# Espagne

# CE QUI CHANGE



# Les lecteurs ont la parole

René DUCHET

nous écrit

Nous avons reçu de René Duchet, auteur du livre «La Chine et nous», une longue lettre dont voici un large extrait :

*«Je pense qu'il faut répondre vigoureusement à la campagne antichinoise, campagne menée par l'ensemble de la presse capitaliste, par la grande presse dite d'information, par la presse de droite et la presse de gauche et dans laquelle se distinguent gauchistes et gauchisants, l'ignoble «Libération» ... et les Broyelle !*

*Il faut que nous prenions conscience de la portée et du développement de cette campagne qui, pratiquement, couvre la grande masse des lecteurs français et cela à un moment particulièrement grave : nous sommes affrontés à d'immenses périls, mais aussi ouverts à d'immenses espoirs».*

»Après avoir souligné le péril que constituent la dégradation des milieux naturels et la pollution, la dilapidation des ressources naturelles, le gaspillage de la terre, des machines, des hommes... et la lutte des superpuissances pour l'hégémonie mondiale, «danger croissant d'un conflit déclenché par le social-impérialisme pour la domination et l'asservissement de l'Europe», René Duchet ajoute qu'un immense espoir s'est levé :

*«La présence et le soutien d'une Chine libre, forte et indépendante, qui malgré toutes les difficultés, continue à développer son économie, a rendu plus efficace sa défense nationale, a mis au service des masses travailleuses toutes ses ressources, tous les progrès de la technique et de la science... pour la défense de la vie, pour la promotion dans une cité plus juste et plus fraternelle d'un homme nouveau débarassé des vieilles peurs, des vieilles superstitions et de l'égoïsme ancestral».*

René Duchet conclue ainsi :

*«Si mes propos peuvent pafois aider à la campagne de démystification, c'est très volontiers que je rédigerai quelques papiers sur les questions que je suis de mon mieux».*

C'est pour notre journal et tous ses lecteurs un grand honneur de savoir que René Duchet, grand ami de la Chine, participera, quand l'occasion s'en présentera à la rédaction de notre journal. Sa précieuse collaboration permettra de mieux démontrer l'ignoble campagne antiléniniste et antichinoise, comme elle permettra de mieux faire connaitre quel immense espoir représente pour la lutte des peuples du monde le développement victorieux de la lutte des classes en Chine.

Un lecteur de

St-Nazaire...

*«Tout en appréciant les progrès de notre presse (à ce sujet, je crois que le bi-mensuel est un bon journal, vivant, agréable à lire), il me semble que nous avons encore des insuffisances. On trouve encore trop peu de reportages, d'enquêtes (celle sur les viticulteurs du Midi était un modèle à suivre), et trop peu d'analyses vraiment approfondies et donc susceptibles de ne convaincre que les convaincus.*

*»Je prendrai l'exemple de la réactualisation du Programme commun vue par le PCF. L'argument essentiel et même, me semble-t-il unique, développé dans notre presse, a été de dénoncer la caractère démagogique du chiffrage proposé par les révisionnistes («Demain, on rase gratis !»). C'est tout à fait insuffisant». (...)*

*»Ici, par exemple, se pose le problème de la crise dans la construction navale et les solutions révisionnistes. Leurs solutions se ramènent au protectionnisme et au chauvinisme : que les armateurs français fassent construire leurs bateaux en France, les y fassent réparer et que les marchandises françaises soient transportées par des bateaux français, et tout ira bien, disent-ils ! Les chantiers arrêteront de licencier, etc.*

*»De notre côté, nous essayons de creuser le problème et de critiquer les positions révisionnistes, tout en expliquant quelles sont les nôtres. Nous préparons une brochure à ce sujet. Mais le problème posé par les solutions révisionnistes (les conséquences, par exemple, de l'adoption de mesures protectionnistes) n'est pas local, il est national. C'est pourquoi je pense qu'il serait nécessaire d'y répondre dans notre presse nationale».*

Nous sommes tout à fait d'accord avec les critiques de ce lecteur. Les reportages et enquêtes sont les principaux moyens de rendre notre journal non seulement vivant, mais aussi bien informé, riche en connaissances concrètes et donc convaincant.

La question posée par l'analyse (très faible, c'est exact) du coût du Programme commun est sensiblement la même. Il s'agit de savoir si notre presse se donne la peine d'argumenter ses affirmations, de convaincre ou si elle se

**(Suite p. 31)**






**Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !**

# l'Humanité Rouge

**BIMENSUEL**

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

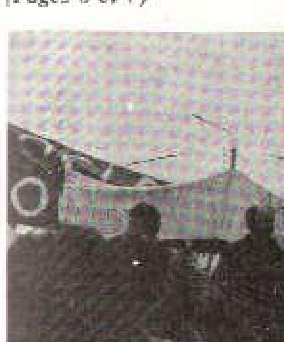
# Dans ce numéro



## LE CONGRES DE NANTES DU PS

*Le PS a peur des masses travailleuses. Un reportage de Philippe LECLERQ*

*(Pages 6 et 7)*



## CENTRALE DU PELLERIN

*Les raisons d'une victoire de la lutte des masses contre la centrale nucléaire et contre la répression.*

*(Pages 17 et 18)*

## LES VACANCES

*La majorité des travailleurs ne peuvent pas partir en vacances. Et pour ceux qui y parviennent, on est loin du rêve proposé par les dépliants publicitaires.*

*(Pages 24 et 25)*




L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP : 30 226 72 La Source
Commission paritaire n% 57952

*Directeur politique* : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Évelyne Le Guen, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction* : Claude Liria. *Maquette et illustration* : Alexis Vert et Jean Luc Boyer. *Dessinateurs* : Silvestre et Lucha. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie* La nouvelle. Directrice de publication : Suzanne Marty.

# Le RPR et le parlement européen
## *Une unité de bric et de broc*




**On savait que le débat sur l'élection du Parlement européen à l'Assemblée serait l'occasion d'un affrontement entre les gaullistes et Giscard.**

**Depuis l'affaire de la loi sur les plus-values en 1976, la principale formation de la majorité est ouvertement rentrée en opposition contre le président de la République des monopoles. Il y a eu ensuite la démission de Chirac et les déclarations acerbes et amères ou violentes de Chirac et de Giscard, puis voici quelques mois la tumultueuse affaire de la mairie de Paris.**

Vainqueur à Paris, Chirac s'apprêtait à marquer son «pouvoir» face à un Giscard isolé et affaibli.

On attendait donc l'affaire du Parlement européen comme un nouveau test pour Giscard et Chirac. Pourtant, si la bataille verbale a eu lieu, elle s'est terminée en queue de poisson.

Depuis des mois, des leaders du RPR se sont relayés pour caser ici et là que l'élection du Parlement européen était une question capitale où se jouait l'indépendance de la France. Alors pourquoi ne s'y être pas opposé jusqu'au bout ? Pourquoi avoir cédé au chantage du gouvernement qui s'était mis dans la balance comme de Gaulle en 1969 ?

C'est qu'en réalité, l'opposition du RPR au Parlement européen est plus une convergence temporaire d'intérêt au sein de cette formation de la grande bourgeoisie qu'une véritable unité de vue. Chirac a utilisé cette convergence pour ressouder son parti dans la perspective de 1978.

Car que dire de la brusque découverte par Chirac d'une menace «germano-américaine» sur l'Europe ? Chirac, l'enfant chéri de Pompidou, le dauphin de celui qui a fait entrer la Grande-Bretagne dans l'Europe alors que certains gaullistes criaient à l'américanisation ? En fait, l'évocation d'une menace germano-américaine correspond bien à la rivalité de certains grands monopoles français avec leurs concurrents allemands et américains mais elle avait surtout ici l'avantage de faire écho à l'aile la plus antieuropéenne du RPR, la plus «marginale», celle qui lorgne dangeureusement vers l'Union de la gauche.

Mais ne nous trompons pas : il n'y a rien de commun entre un Debré qui a qualifié l'élection du Parlement européen *«d'opération suicide»*, un Sanguinetti qui qualifie l'Europe d'*«idée passéiste, une pâle imitation de l'ancien empire romain-germanique»* et un Billette ou un Chalandon partisans d'une *«Europe indépendante, indispensable, urgente, vitale.»*

Quant à Chirac, en rusé politicien, il évite de se prononcer clairement. C'est la raison pour laquelle il a mené sur le Parlement européen une bataille essentiellement sur *«la procédure»*. Au RPR, l'unité s'est faite là-dessus : car que représente au niveau de l'Europe des Neuf, le RPR ? Pour lui comme pour le parti révisionniste de Marchais, le Parlement européen élu au suffrage universel entraine un affaiblissement, l'Europe des Neuf est surtout «socialiste». Aussi le but du RPR a-t-il été de limiter les dégâts en obtenant du «Conseil constitutionnel» une réaffirmation de l'«illégalité» d'un organisme législatif supranational et en obtenant de Giscard la désignation des députés au Parlement européen à la proportionnelle.

Le projet initial prévoyait l'élection des députés par grandes régions qui seraient ainsi devenues des subdivisions de l'Europe des Neuf.

Au printemps 78, le suffrage universel se fera sur des têtes de listes au niveau national. Cela permettra aux gaullistes de continuer leur bataille pour une Europe sous le leadership de la bourgeoisie monopoliste française.

H.J.





# Contre la violence des exploiteurs
# VIOLENCE DES EXPLOITES !

L'assassinat de Pierre Maitre, à Reims, a mis en pleine lumière la réalité de la violence au service des capitalistes. Car, contrairement à ce qu'on a voulu faire croire, le crime commis là-bas n'a pas été le résultat de l'activité de quelques fanatiques isolés, mais bel et bien le produit d'une violence voulue et organisée par les monopoles. Que sont, en effet, le SAC et la CFT auxquels appartenaient les tueurs si ce n'est des officines mises en place par les capitalistes et étroitement liées aux partis au pouvoir. Ces bandes armées, agissant dans l'illégalité, ont multiplié tout au long de ces dernières années leurs méfaits et se sont livrées à de nombreuses agressions contre les travailleurs.

Pour exercer la violence contre les travailleurs, les capitalistes disposent également d'autres bandes armées, officielles celles-là : la police et la gendarmerie.

A Reims, il faut se souvenir que ce sont d'abord les gendarmes mobiles qui sont intervenus contre les ouvriers, en blessant plusieurs sérieusement. Ces derniers mois, il ne s'est pas passée de semaine sans qu'ici ou là les CRS soient lâchés contre des ouvriers français ou immigrés, ou bien contre des paysans.

Pourquoi, dans la situation actuelle, le gouvernement et les capitalistes font-ils appel de façon si systématique à la violence de leur police et de leurs officines ? Il s'agit pour eux de répandre parmi les travailleurs un climat de crainte, l'idée que si on lutte on va se trouver confronté à la police, aux tribunaux, etc. Il s'agit de créer un climat de renoncement, de démobilisation, d'hésitation devant le recours à des formes de lutte efficace, afin de pouvoir imposer les licenciements et les bas salaires.

Face à cela, deux voies sont possibles. La première est celle que veulent imposer les dirigeants PCF-CGT. C'est celle du renoncement. Leur argumentation est simple : occuper les entreprises, mettre en place des piquets de grève, c'est tomber dans la «provocation» comme ils disent ; c'est risquer l'intervention de la police, les «ennuis». Ils répandent ainsi les idées que le pouvoir veut voir répandre. Une telle attitude conduit les travailleurs de défaite en défaite, mène à l'abandon de la défense des intérêts des travailleurs.

Si les travailleurs acceptaient un tel point de vue, ils renonceraient à la défense de leurs intérêts vitaux. Le refus du recours à des formes de lutte efficaces n'a jamais conduit le patronat à atténuer son exploitation. Ne pas se préparer à faire face aux agressions des officines patronales, des briseurs de grève, de la police n'a jamais empêché ces interventions. Au contraire, ces interventions sont d'autant plus facilitées que les travailleurs ne sont pas prêts à les contrecarrer.

Cette voie ne vise qu'à démobiliser les travailleurs, à les écarter de la lutte, pour leur présenter le changement de gouvernement comme le seul espoir.

La seconde voie est celle de la lutte de classe. Face aux attaques du patronat contre le droit au travail, contre les salaires, la classe ouvrière doit se donner les moyens de remporter des victoires. Oui, si on occupe son entreprise, on risque fort de se trouver confronté à des attaques pour briser la grève, pour imposer la «liberté du travail» comme disent les capitalistes.

On risque de se trouver confronté à des attaques de commandos de briseurs de grève, de la police. Alors faut-il reculer ? Se résigner à la défaite ? Plus les travailleurs seront prêts à y faire face, plus de telles interventions seront rendues difficiles, plus les travailleurs seront à même de les faire échouer. Il faut défendre ses luttes. La mise en place de piquets de grève visant à empêcher le patronat à continuer à réaliser des profits en est une des formes actuelles. Cette violence-là est légitime et nécessaire.

Nous ne sommes pas de ceux qui prônent la violence de quelques petits groupes, jouant les héros. Nous sommes de ceux qui disent que les capitalistes et leur État ne reculent pas devant le recours à la violence, que les travailleurs doivent dès maintenant se préparer à y faire face. Cette violence là qui est une autodéfense ne peut être que celle des masses.

*André COLERE*

## CONGRES DE NANTES DU PARTI SOCIALISTE

# La peur

*De notre envoyé spécial*
*Philippe LECLERQ*

Le Parti socialiste a peur. Peur des masses travailleuses. Telle est l'évidence qui ressort des travaux de son congrès de Nantes, tenu les 17, 18 et 19 juin.

Les militants de base du Parti socialiste ont de quoi être inquiets : leur parti se déclare le plus grand parti de France, il se prépare à gouverner le pays et quand il se réunit en Congrès, il faut attendre trois jours (et trois nuits) pour qu'une intervention vienne faire autre chose que poser des problèmes insolubles. Et encore cette intervention, celle de Mitterrand, n'est-elle qu'un tissu d'affirmations voulant donner confiance aux troupes en utilisant l'éloquence parlementaire.

Quand la gauche sera au pouvoir, ce que chaque dirigeant social-démocrate considère comme assuré, elle devra faire face à la crise. Tous les économistes distingués frais moulus de l'ENA se sentent alors obligés de rappeler qu'il y aura encore du chômage, qu'il sera difficile de faire les nationalisations prévues, de relever le franc, d'équilibrer la balance commerciale, etc.

***Dans les congrès du PS, tout le monde parle de démocratie et de débat démocratique. Mais un congrès est une grande foire publicitaire organisée autour des «idoles» et autres «chefs historiques».***
***Sur la photo : à droite, le président de séance essaie de dominer le brouhaha Mitterrand complote avec Mauroy, les photographes font la chasse aux «leaders», des délégués discutent entre eux...***



### Une grande question

De leur côté, les vieux politiciens qui ont fait tant et tant de gouvernements capitalistes dissertent sur le danger de «débordements». Jean Poperen met en garde les congressistes contre les trotskistes et cite «Lutte ouvrière». Defferre met discrètement en garde le PCF, et la tendance minoritaire du PS (le CERES) par la même occasion. Mais ce n'est pas de ce côté-là que vient le grand danger, chaque orateur le fait clairement comprendre : le danger vient avant tout des larges masses travailleuses elles-mêmes et des révolutionnaires en leur sein.

La logique de Mitterrand est à ce propos la suivante : deux périls guettent le pays, la terreur de droite ou la terreur de gauche.

En termes clairs, si la classe ouvrière et les masses travailleuses se mettent en grève, s'ils posent des revendications trop hardies ou trop rapides, alors ils s'opposent au gouvernement de gauche, qui ne pourra répondre à leurs exigences. Ce que Mitterrand appelle «la dialectique de la violence» amènera, soit à un coup-d'État fasciste comme au Chili, soit à un nouvel Octobre 1917, comme en URSS. Et pour ce politicien bourgeois décoré de la médaille de Pétain pendant la guerre, l'URSS de Lénine et le Chili de Pinochet, c'est la même chose !

## Dans leur éloquence...

### Estier

*«Ce congrès est le dernier que nous tiendrons avant la prochaine bataille des élections législatives qui peuvent — c'est en tout cas aujourd'hui une perspective communément admise — amener au pouvoir la gauche et donc le PS. C'est dire les responsabilités qui pèsent sur nous et l'enjeu des décisions que nous prendrons ici».*

### Martinet

*«Si nous gagnons en mars 1978, il nous faudra, pour réaliser notre programme, une forte, une grande, une puissante mobilisation populaire. Est-ce à dire que toutes les revendications qui surgiront, à ce moment-là, cadreront d'une manière rigoureuse avec les propositions du programme que nous sommes en train de réactualiser ? Personne ne peut en être sûr».*

### Chevènement

*«Mais camarades, l'enjeu, ce n'est pas le parti, ce n'est pas la conquête du parti. Le parti est un instrument. L'enjeu c'est la victoire des forces populaires. C'est notre capacité à répondre à l'espérance des simples gens. Devant nous d'immenses difficultés».*

### Rocard

*«Si nous ne combattons pas ce retard, la méfiance pourrait naître dans les rapports entre le gouvernement et le mouvement syndical, voire dans les rapports entre le PC et le PS, peut-être même au sein de notre propre parti». Il exprime plus loin sa crainte de voir «un harcèlement revendicatif prématuré».*

### Mitterand

*«Nous ne sommes pas prêts à supporter les surenchères de minorités incapables de se faire entendre du peuple français, et qui révéleraient une capacité d'agression, une alacrité d'humeur, à partir du moment où ce ne serait plus la droite, mais la gauche qui se retrouverait au pouvoir». Il précise qu'il s'agit de «certains milieux qui se réclament de cet invisible mouvement populaire hors des partis organisés et des syndicats».*





## Il y a 9 ans, le PCMLF était interdit

*Le 12 juin 1968, la bourgeoisie au pouvoir, sur demande expresse des dirigeants du faux parti communiste français, décrétait l'interdiction du parti communiste marxiste-léniniste de France. Toutes les forces de la bourgeoisie s'imaginaient ainsi détruire la seule organisation qui sortait renforcée du puissant mouvement de masse, 6 mois seulement après le congrès constitutif du Parti.*

*Le PCMLF affronta et surmonta les difficultés, nées d'une situation nouvelle, en continuant le combat dans la clandestinité.*

*En juin 1971 se tint avec succès la Conférence nationale d'édification prolétarienne qui relança avec plus de force que jamais le travail d'implantation dans la classe ouvrière et principalement dans les entreprises.*

*Depuis 1968, le mouvement de masse a connu un important développement dans la lutte contre le révisionnisme et le réformisme et le PCMLF y a pris une place prépondérante.*

*L'union de la fause gauche prétend représenter les intérêts des masses, tout en mettant tout en œuvre pour s'opposer au développement du mouvement révolutionnaire, qui, inévitablement, échapperait à son contrôle. Plus que jamais, la classe ouvrière doit renforcer son authentique parti, le PCMLF, qui seul peut guider le mouvement ouvrier spontané vers la voie de la révolution prolétarienne.*

### Pas de réponse

Que ce soit la majorité ou la minorité du Parti socialiste, aucun orateur n'a su faire autre chose que d'exprimer son inquiétude. En guise de réponse, il n'y a que des mots creux.

Le chef du CERES, Chevènement, dit : «La réponse, elle est dans notre capacité à mobiliser l'ardeur, la fierté, le sens de la fraternité de notre vieux peuple toujours frémissant d'espérance». On peut trouver cela bien dit (et encore !) mais comment le Parti socialiste mobilisera-t-il ce «vieux peuple» ? On ne sait pas.

Telle est la toile de fond de tous les débats contradictoires au niveau économique par exemple. On prétend par les nationalisations notamment, résoudre la crise pour satisfaire les revendications ouvrières. Mais là aussi c'est l'impasse. Prenons le cas des indemnisations : au nom du CERES, Christian Pierre propose de convertir les actions des entreprises nationalisées et bons d'État. La Bourse reste l'arbitre de l'économie, dit-il, si on ne les convertit qu'en obligations participatives sur bénéfices comme le propose Rocard. Le dénommé Rocard monte à la tribune et répond : avec des bons d'État, aussi ce sera la Bourse qui fera la loi. Alors la solution ? Aucune réponse.

On pourrait dire de même pour chaque problème...

### Une vieille tradition

En fait, c'est le père spirituel, Mitterrand que plusieurs orateurs ont comparé à Léon Blum, qui donnera la réponse : réprimer tout mouvement de masse non contrôlé par le PS et le PCF et qui se mettrait à poser ses propres revendications.

C'est une vieille tradition socialiste et en ce sens, il y a continuité depuis l'époque de Blum jusqu'à celle de Mitterrand. Nous ne citerons que le très socialiste ministre de l'Intérieur Jules Moch qui lança les troupes et les chiens contre les grévistes.

Mitterrand a raison sur un point : il y a une dialectique qui amènera les travailleurs à faire en France ce que les travailleurs russes ont fait sous la direction de Lénine en 1917, chasser du pouvoir le vieux social-démocrate Kérenski et par la révolution instaurer la dictature du prolétariat. Et même le chef suprême du «plus grand parti de France» ne fera pas croire aux travailleurs que l'URSS de Lénine c'était le fascisme. C'était au contraire le pouvoir des travailleurs !

# REIMS : *la colère populaire*

*Vendredi 27 mai* : le patron des VMC licencie deux délégués soi-disant pour avoir outrepassé leurs fonction *«en incitant le personnel à des cessations inopportunes du travail»*.

Les ouvriers ripostent par la grève, pour la réintégration des deux délégués et des revendications liées au salaire.

*Mardi 31 mai* : Le matin, les grévistes mettent en place des piquets de grève. La direction fait venir un huissier et sollicite du président du tribunal des référés, une ordonnance d'expulsion.

*Mercredi 1er Juin* : A 4 h 30 du matin, les gardes mobiles interviennent une première fois pour expulser les grévistes de VMC. Un meeting de protestation est organisé devant l'entreprise ; des travailleurs d'autres usines viennent les soutenir. Lamblin, maire PCF de Reims, vient faire son baratin sur le Programme commun tout en prétendant soutenir les travailleurs en grève.

Aussitôt après, les flics interviennent de nouveau. Cette fois, les grévistes ripostent à coups de boulons et de pavés, les flics plient bagage.

*Jeudi 2 juin* : Meeting de protestation devant la sous-préfecture. Les dirigeants «de gauche» parlent de *«provocation contre la nouvelle municipalité de gauche»* (!), comme si les interventions policières – d'une manière générale – n'étaient pas dirigées contre les ouvriers qui se battent pour faire aboutir leurs revendications. Pour les capitalistes, il s'agit de défendre leurs privilèges par tous les moyens.

Les grévistes sont déterminés à continuer la lutte, ils remettent en place les piquets de grève.

*Dimanche 5 juin* : Vers 1 h du matin, un commando fasciste (CFT-SAC) veut arracher la banderole CGT ; l'un d'entre eux est sévèrement corrigé par les grévistes.

Environ une demi-heure plus tard, le commando revient et tire dix coups de fusils : Pierre Maitre est mortellement touché ; deux autres ouvriers sont blessés.

Dans un communiqué, Lamblin et les élus «de gauche», ayant peur que se développe une juste riposte de masse qu'ils ne seraient pas sûrs de contrôler, exigent que *«l'ordre* (du capitalisme assassin) *soit maintenu»*.

Mais l'indignation devant cet attentat fasciste est telle que la CGT, la CFDT, (et les partis de «gauche») sont contraints à appeler à la grève (à Reims) pour le lundi après-midi et à une manifestation devant la préfecture.

*Lundi 6 juin* : A Reims, la mobilisation ouvrière et populaire est gigantesque. 15 000 personnes, cela ne s'était encore jamais vu. Dès le départ, les dirigeants révisionnistes veulent prendre les choses en main : discours et déclarations d'apaisement se succèdent, ils interdisent que soient lancés des mots d'ordre. En fin de parcours, les communistes marxistes-léninistes réussirent à lancer quelques mots d'ordre de lutte et à chanter l'internationale.

Toutes les grosses têtes de la clique au pouvoir et les mass-media à son service, condamnent «la violence d'où qu'elle vienne». Quant à la CFT, elle a poussé le cynisme jusqu'à dire qu'elle n'a aucune responsabilité dans cette affaire et appelé ... à un arrêt de travail de 5 minutes pour le lendemain !

*Mardi 7 juin* : Les directions nationales des syndicats avaient voulu limiter les arrêts de travail (dans tout le pays) à 5 minutes. Dans de nombreuses entreprises, cette «consigne» a été critiquée comme nettement insuffisante et a été largement dépassée. Citons entre autre : Chausson à Reims, Logeais-Jamin à Rennes où les ouvriers ont lié l'hommage à Pierre Maitre à la lutte pour leurs propres revendications, chez Keller-Dorian graveur, à Lyon-Villeurbanne, au centre de tri gare de Marseille où les postiers ont balayé la CFT ; chez Nicollet à Échirolles (banlieue de Grenoble), les ouvriers ont fait pour la première fois une collecte dans l'usine malgré la présence de la CFT, etc.

A Rennes, de nombreuses sections syndicales CFDT ont fortement critiqué le fait que les dirigeants de l'Union locale aient refusé d'appeler à une manifestation.

A l'usine VMC, les ouvriers et ouvrières sont fortement mobilisés pour con-

*(Suite page 10)*



## CFT-SAC : DES BANDES ARMEES AU SERVICE DU CAPITAL

**L'existence de milices patronales est réelle : l'assassinat de Pierre Maître l'a rappelé brutalement. Une multitude de faits prouvent qu'il ne s'agit pas de «bavures» comme essaie de le faire croire la propagande bourgeoise. Et pour cause ! puisque leur organisation, leurs finances, dépendent directement d'hommes politiques très bien placés dans l'appareil d'État et même de partis au pouvoir.**

### LA CFT

Elle tient le haut du pavé dans certaines usines (automobile principalement). Ses origines ? L'officine «Travail et liberté», montée par des kollabos des nazis (tels Philippot et Bardoulet) et des gaullistes ! Elle connaîtra diverses métamorphoses. Aujourd'hui, les grosses têtes sont des ex-OAS (nostalgiques de l'Algérie française), des anciens d'Indochine, des anciens flics et militaires de carrière.

Dès son origine, ce «syndicat libre» est un appareil composé d'agents des gouvernements bourgeois successifs (pétainistes et gaullistes). En 1975, l'ancien secrétaire général, Simakis, déclare que la CFT est une création du SAC et de l'UDR.

Des soi-disants «sociétés d'intérim» sont spécialisées dans le recrutement de mercenaires. En 1972, Berliet a versé près d'un milliard deux-cents millions d'A.F. à de telles «sociétés».

**Quelques «personnalités»**

– Auguste Blanc, actuel secrétaire de la CFT, a été porté à ce poste par le SAC, Chirac et sa conseillère intime Marie-France Garaud.

– Amaury Lubeck, responsable du SAC, envoyé chez Peugeot pour superviser la CFT.

– Max Perret, secrétaire de la CFT-Berliet, ancien secrétaire des Giscardiens du Rhône.

– Raymond Houssard, en 1976, était encore chef de service chez Chrysler. Candidat RPF en 1953, UNR en 1958, «divers droite» en 1973. Est devenu en décembre 1975, conseiller personnel d'A. Blanc.

### LEURS FONCTIONS

D'une manière générale les groupes fascistes font ce que les politiciens au pouvoir, la police et autre justice bourgeoise ne peuvent faire au grand jour.

Chez Citroën, les commandos CFT s'entraînent régulièrement au tir, avec le matériel et dans les locaux de Citroën (tous les groupes fascistes jouissent de grandes facilités pour ce genre d'exercices). Ceux de Citroen, Chrysler et Berliet (tout au moins) se rencontrent régulièrement à Paris pour mettre au point des méthodes d'action.

Citons parmi leurs nombreux forfaits : la mise à sac des locaux CFDT à Rennes en 1970, les attaques contre les ouvriers en grève (la liste n'en finirait pas) chez Peugeot à St-Étienne (avril 1973), cheminots à Rennes..., contre des diffuseurs de tracts ou de journaux...

Fin mai 77, un ouvrier turc de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-St-Denis), est blessé grièvement à coups de tournevis par des nervis de la CFT, parce qu'il avait porté plainte contre le trucage des élections professionnelles d'octobre 1976. Il est licencié !

Quant au nommé *Claude Lecomte*, qui est à la fois membre des commandos CFT et SAC, et qui était à la tête du commando qui a assassiné Pierre Maître aux Verreries mécaniques champenoises à Reims, au moins 2 autres de ses forfaits sont connus.

En 1972, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), un commando de la CFT armé de révolvers et de matraques, se livre à une agression contre des travailleurs immigrés et leurs familles. Ils enlèvent 2 jeunes femmes qu'ils tabassent et violent l'une d'elles.

En 1973, il dirige le commando CFT venu de Paris agresser les grévistes de Citroën-Reims.

Ensuite, il a été nommé contremaître à Reims et spécialement chargé de la répression !

### LEURS LIENS ET FINANCEMENT

A Citroën, CFT encadrement, patron, sont une seule et même chose. Les commandos CFT sont commandés par des «agents de secteurs» bien connus. Ce sont également eux et les chefs d'équipe qui placent les cartes CFT, quand ce n'est pas directement à l'embauche. De même la CFT collabore avec les Renseignements généraux de la police, pour les renseignements sur les membres du personnel. Le planning du financement de la CFT-Berliet a été décrété par la direction Berliet elle-même (en 71, elle recevait plus d'un million d'A.F. par mois).

Pour l'opération du commando anti-grève à Peugeot-St-Étienne, c'est le directeur du personnel qui a passé «commande» à la CFT, en disant à propos des grévistes : «Il faut me faire dégager ça». Le commando a pris aussitôt l'avion pour St-Étienne.

La CFT «travaille» main dans la main avec «l'Amicale des Marocains».

Sans le financement de certains patrons et de politiciens de «droite» qui s'en servent comme «gros bras» pour leur propagande électorale, la CFT s'écroulerait immédiatement.

**Les hommes politiques qui sont derrière ?**

Déjà, le gouvernement est fort complaisant, certaines «personnalités» RPR et RI vont plus loin en la soutenant ouvertement : Tomasini, Bernard Lafay, Jean Charbonnel, Griotteray, Christian Poncelet...

La CFT apolitique, libre, indépendante... parlons-en !




*En 1973 déjà, le tueur fasciste Lecomte dirigeait un commando de la CFT pour briser la grève à Citroën-Reims. Il est ici à droite.*

tinuer la grève jusqu'à la satisfaction complète de leurs revendications. Une assemblée générale a lieu l'après-midi ; en fait, seul le secrétaire de l'Union locale CGT prend la parole (même pas la section CGT de l'usine !) et cherche à imposer la reprise du travail, alors que le soi-disant «13e mois» accordé est en fait une prime contre l'absentéisme. Rien sur les salaires et la 5e semaine de congés payés. Seule est acquise la réintégration des deux délégués. Les grévistes refusent avec force la reprise, mettant en échec cette manœuvre réactionnaire.

*Mercredi 8 juin* : un vote devait avoir lieu, les responsables CGT décident unilatéralement de l'annuler – de peur de prendre une raclée comme la veille – et imposent la reprise du travail après les obsèques, malgré le profond mécontentement et les protestations des grévistes. Celle-ci s'effectuera à partir du samedi et complètement le lundi.

*Vendredi 10 juin* : Une foule considérable, de 20 à 30 000 personnes, assiste aux obsèques, à Reims.

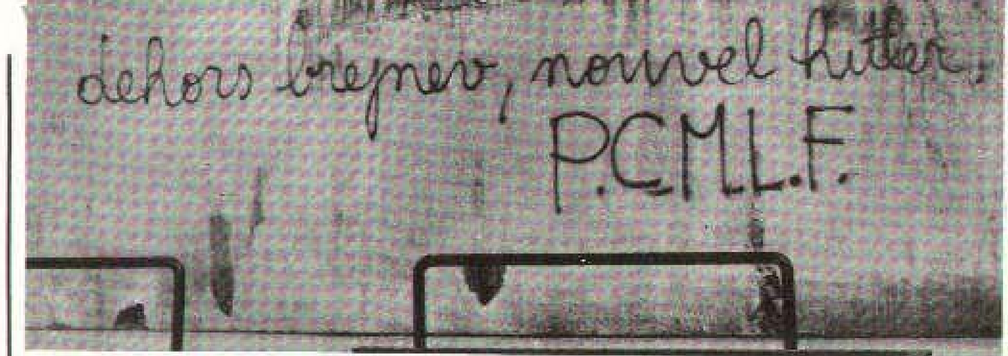
Bien qu'aucune mobilisation ne soit faite par les directions syndicales, de nombreux ouvriers de Reims et de nombreuses délégations syndicales venues de toute la France, ont tenu à rendre un dernier hommage à Pierre Maitre.

A Caen, une manifestation (appelée par la CFDT et refusée par la CGT et la FEN) a regroupé plus de 1 000 personnes.

A Lyon, un meeting s'est tenu devant les portes de l'usine Paris-Rhône, où les ouvriers ont eu en novembre dernier à affronter les forces de répression.

A Paris, une manifestation s'est déroulée à l'appel de l'Humanité rouge, aux cris de : «SAC, CFT, fascistes, assassins», «SAC, CFT, dissolution», «Les flics matraquent, les fascistes assassinent, le PCF sabote la riposte».

Serge LAFORGE




## Paris, le 18 juin dernier




*Les marxistes-léninistes ont préparé l'accueil de Brejnev à leur façon, en dénonçant le caractère fasciste et impérialiste de l'URSS d'aujourd'hui, au moyen d'affiches, d'autocollants, etc.*



*Et le samedi 18 juin, à l'appel de l'Humanité rouge et du PCR (ml), un millier de personnes ont défilé à Paris aux cris de*



*«Dehors Brejnev, nouvel Hitler !», «détente égale mensonge, l'URSS prépare la guerre», «l'impérialisme russe s'arme jusqu'aux dents, le PCF désarme notre peuple»,*




*«Hors d'Afrique, le social-impérialisme russe !», «Vive la lutte antifasciste des peuples soviétiques !», et de nombreux autres mots d'ordre.*





# CONFERENCE DE BELGRADE :
# *Affrontements politiques de grande ampleur*

*Les experts et ambassadeurs des 35 pays signataires de l'acte final d'Helsinki sur la détente et la coopération en Europe «ont commencé le mercredi 15 juin dans la capitale yougoslave le premier round des entretiens destinés à faire le bilan de l'application des orientations définies à Helsinki.*

*Ces premiers entretiens se définissent comme purement «techniques». On doit y parler de questions de procédure, d'ordre du jour, de date et de durée, de modalités, les discussions sur le fond ne devant s'ouvrir qu'à l'automne prochain. En fait, la conférence de Belgrade est bel et bien pourtant l'enjeu de batailles et d'affrontements politiques de grande ampleur.*

*Déjà l'URSS l'a confirmé implicitement en transformant dans la version traduite en russe de la convocation à ce sommet, le mot «modalités» par celui de «conditions» qui implique des aspects politiques plus que techniques.*

*Tout le contexte de préparation de la conférence en témoigne aussi. Le rapport du chef de file de l'impérialisme américain sur «les droits de l'homme», objet de la fameuse «troisième corbeille» de l'acte final d'Helsinki, a été qualifié par l'agence Tass «d'insinuation relevant de la guerre froide» pendant que «La Pravda» déclarait rageusement : «L'URSS s'opposera avec force à ce que la conférence de Belgrade soit utilisée pour saper les buts que se fixent les participants d'Helsinki.»*

*Certes, le vertueux plaidoyer de Carter en faveur des droits de l'homme n'est pas dicté par des raisons humanitaires. Il n'a que faire, à l'évidence des droits du peuple américain, des progressistes et des révolutionnaires, des chômeurs, des noirs et des Porto-ricains.*

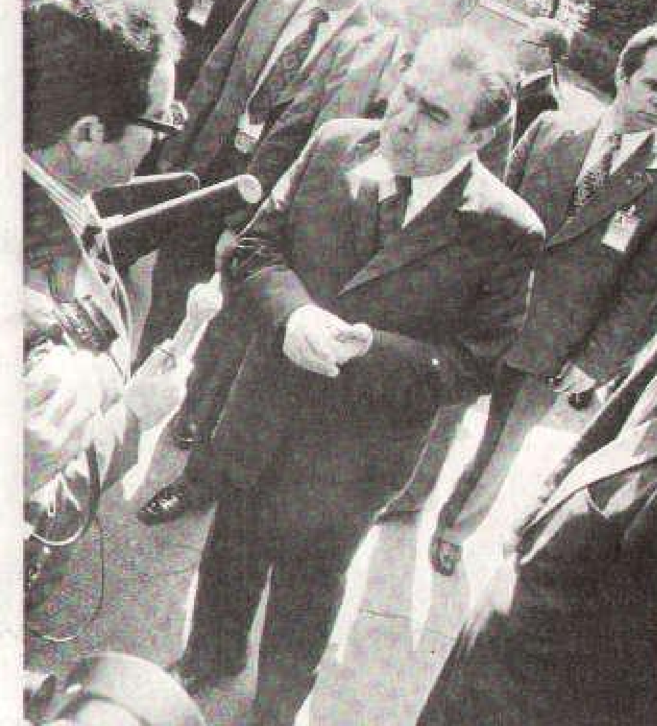
*S'il brandit ce drapeau c'est uniquement dans le cadre de sa rivalité avec le social-impérialisme russe. Mais il semble bien prêt à mettre les pouces si le ton de Moscou se durcit, si se précise encore plus sa menace militaire, appuyée sur un rapport de force matérielle qui lui est favorable. Les pays impérialistes d'Europe de l'Ouest, plus vulnérables encore à cette menace, ont déjà déclaré catégoriquement qu'ils n'entendaient pas que la question des droits de l'homme en URSS «compromette la détente.»*

*Une «détente» autour de laquelle Moscou fait grand tapage mais qui est démentie, au moment même où s'ouvre la conférence de Belgrade par la publication du rapport annuel 1977 de l'Institut international de Stockholm de recherche sur la paix et sur les armements. Celui-ci dresse un sombre tableau de la course aux armements entre les deux superpuissances, de l'inefficacité des accords conclus entre elles. Ce rapport souligne que depuis 1 900 les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 3 000 pour cent, et que, pour la seule année 1976, l'OTAN et le Pacte de Varsovie sont responsables de 70 % des dépenses militaires enregistrées.*

*Mais si les deux superpuissances et particulièrement l'URSS peuvent intimider les gouvernements capitalistes occidentaux avec cet arsenal, il n'en va pas de même des peuples qu'elles rêvent de soumettre.*

*En URSS, en Pologne, en Tchécoslovaquie et dans les autres pays de l'Est qu'elle maintient sous sa botte, la lutte antifasciste des peuples opprimés se développe puissamment et heurte de plein fouet les projets agressifs du Kremlin. Les interminables discussions entamées à Belgrade sont déjà minées et ébranlées par l'irruption au grand jour de ce combat qui arrache le masque socialiste et pacifique de Brejnev et de sa clique.*

*Annie BRUNEL*



*D'Helsinki à Belgrade : des paroles mielleuses qui veulent cacher les préparatifs de guerre.*

International

# ESPAGNE
# Les causes d'un changement

Le vote qui a eu lieu le 15 juin en Espagne a été défini, dans toute la presse comme un tournant historique dans l'histoire du pays.

Il est vrai que c'est la première fois, depuis plus de 40 ans, que les Espagnols étaient appelés à élire des députés.

Bien sûr, ces élections, par leur nature et leur fonctionnement, ne pouvaient pas être un véritable moyen pour le peuple espagnol de faire entendre sa voix. Au Sénat, par exemple, le roi nomme 15 % des députés, soit, en fait, autant que la moitié des Espagnols du fait du découpage électoral truqué.

Elles n'en sont pas moins, après un demi-siècle de franquisme, le reflet de l'évolution du régime vers un système de démocratie bourgeoise assez comparable à celui que nous connaissons chez nous.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que date, pour la bourgeoisie au pouvoir en Espagne, le désir de changer le caractère de sa domination, de transformer son État fasciste en un État de démocratie bourgeoise.

On peut en trouver les premières manifestations avec les gouvernements de Carrero Blanco puis D'Arias Navarro. C'est cependant après la mort de Franco, et surtout avec le gouvernement Suarez que le processus a pu se développer avec, du moins au début, l'hostilité ouverte d'une frange importante de la grande bourgeoisie. Si on ne peut pas encore la qualifier d'irréversible, ni de terminée, cette «démocratisation» du régime apparait aujourd'hui, avec la concession de certaines libertés politiques (droit de réunion et d'expression, droit de grève et de manifestations, libération de nombreux prisonniers politiques) imposées par le peuple comme sérieusement engagée.

### La pression des luttes populaires

**Quelles sont les causes de cette démocratisation ? On peut dire qu'elles sont au nombre de deux, l'une étant nettement principale.**

La première, la plus importante, c'est la pression des luttes populaires. Ces dernières années ont été marquées par des luttes d'une ampleur jamais vues en Espagne et par un renforcement du mouvement de masse devant lequel la répression s'avérait de plus en plus impuissante.

En ce qui concerne uniquement les Asturies, ces derniers mois, des grèves générales ont entrainé à plusieurs reprises des centaines de milliers de mineurs dans la lutte.

Et cet exemple n'est pas isolé. Entre le 1er janvier et le 30 novembre 1976, l'Espagne a battu son propre record de grève, se plaçant au premier rang en Europe. Il y a eu, durant cette période 111 millions d'heures de travail perdues pour les patrons et 3,5 million de travailleurs en grève.

Il faut ajouter à cela le problème national qui existe en Espagne. Au pays Basque principalement, mais aussi en Catalogne et en Galice, les mouvements autonomistes ont fait ces dernières années de très grands progrès et ces progrès n'ont été que renforcés par la répression qui s'est abattue sur les militants.

### Le parti révisionniste de plus en plus démasqué

Un autre fait de nature à inquiéter la bourgeoisie : la perte relative d'influence du PCE dans les secteurs les plus combatifs du peuple espagnol. Bien que le parti révisionniste de Carrillo ait progressé depuis sa sortie de la clandestinité, notamment dans la petite bourgeoisie et chez les intellectuels, il est en train de perdre, par sa politique de sabotage systématique des luttes et son accord tacite pour un «Pacte social» avec le gouvernement, le prestige dont il avait hérité de l'histoire. Qu'il s'agisse de grèves ouvrières ou de luttes pour l'amnistie, il s'est même souvent trouvé, ces derniers temps, à contre-courant complet par rapport aux luttes . On l'a par exemple vu apparaître à la télévision nationale, le mois dernier, au plus fort de la campagne pour l'amnistie au pays Basque pour appeler à rentrer chez soi alors que la mobilisation de masse atteignait une ampleur rarement atteinte et que plusieurs manifestants avaient été tués par la police durant la semaine.

Au niveau organisationnel, cette prise de conscience de la trahison révisionniste, se traduit par l'existence en Espagne d'un fort mouvement se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Tsé-toung.

Une organisation a, par exemple, rassemblé 40 000 personnes lors d'un meeting électoral à Pampelune.

### Le peuple : fossoyeur du franquisme historique

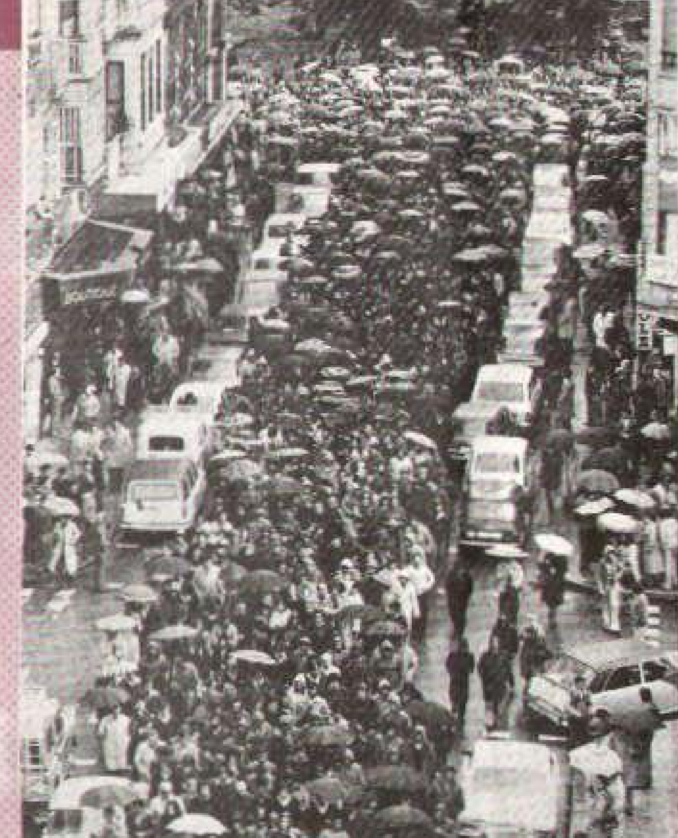
Devant cette montée des luttes qu'elle contrôlait de plus en plus ➘



Les transformations qui ont affecté le régime espagnol ces derniers temps dans le sens d'une plus grande démocratie, et ceci sous la pression des masses, ne remettent en rien en cause la dictature qu'exerce la bourgeoisie sur le peuple. Celle-ci prend simplement une autre forme. A l'exception du Tribunal d'Ordre public, tout l'appareil d'État franquiste reste sur pied, police politique, armée et autres corps de répression.

Démocratie bourgeoise et fascisme sont les deux visages d'une même domination de la bourgeoisie sur le peuple et le passage de manière pacifique de l'une à l'autre ne signifie absolument pas que la bourgeoisie soit prête à laisser sans réagir le pouvoir au peuple. Seule la révolution violente, la destruction de tout l'appareil d'Etat bourgeois et l'instauration d'une dictature du prolétariat peut assurer la prise du pouvoir par la classe ouvrière et son maintien.

## LA LUTTE POUR L'AMNISTIE EN EUSKADI



*San Sebastian, en Mai dernier: l'enterrement d'un basque tué par les flics.*

C'est de manière particulièrement intense que s'est développée la lutte pour l'amnistie au pays Basque.

A l'oppression dont était victime l'ensemble du peuple espagnol, de la part de la dictature franquiste, s'est ajoutée au pays Basque l'oppression contre la minorité nationale qu'elle représente.

En 1932, la république espagnole avait octroyé à l'Euskadi, comme à d'autres provinces, un statut d'autonomie qui fut supprimé par la force lors de l'arrivée de Franco au pouvoir. Depuis, et particulièrement ces dernières années, le mouvement nationaliste basque s'est à nouveau développé de manière importante.

Étroitement mêlé aux luttes antifascistes et aux autres luttes de la classe ouvrière, particulièrement dans les grandes villes minières et industrielles comme Bilbao, le mouvement basque a été également très durement touché par la répression. On se souvient notamment des grands procès de Burgos, en 1971 où seul le mouvement de masse avait pu sauver la vie des cinq inculpés, on se souvient de Garmendia et d'Otaegi, assassinés en 1975 avec les militants du FRAP.

De tout temps, la résistance à la répression a été très vive en Euskadi (Pays Basque). C'est cependant avec les comités pour l'amnistie qu'elle a pris sa forme la plus puissante. Fondés à l'initiative de militants et d'organisations nationalistes démocrates et progressistes, ces comités se sont rapidement transformés en un large mouvement de masse, ayant des échos dans tous les villages du pays.

Ce sont les comités, qui, malgré l'opposition du PC d'Euskadi (révisionniste) ont dirigé le mois dernier le grand mouvement de lutte pour l'amnistie.

Ce mouvement, qui plongea le pays Basque dans la grève générale, avec plusieurs centaines de milliers de travailleurs en lutte fut un des plus importants que connut le pays Basque.

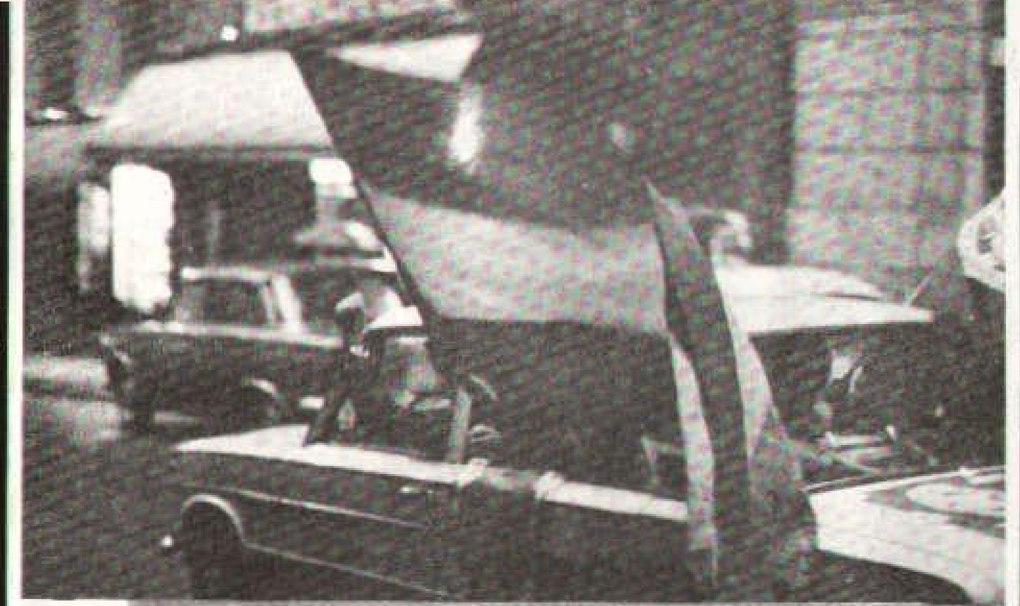
A six reprises, durant cette lutte, la police assassina des manifestants, le mouvement n'en prit que plus d'ampleur. 20 000 personnes suivirent sous la pluie à San Sebastian l'enterrement de l'un d'entre eux. (Voir photo)

Finalement, le mouvement se termina par une grande victoire. Acculé par le risque d'un taux énorme d'abstention à ses élections, le gouvernement céda. La quasi-totalité des prisonniers politiques détenus dans la province furent libérés et expulsés vers d'autres pays d'Europe.

Aujourd'hui, les comités continuent leur lutte pour les libertés démocratiques et pour que les exilés soient totalement amnistiés et puissent rentrer.

Il reste d'autre part encore 90 prisonniers politiques en Espagne.

International



*Cette scène se passait à Madrid de nuit : en effet, le drapeau républicain demeure interdit en Espagne. Photo HR).*

# Madrid à la veille des élections

C'est dans une réelle atmosphère de fièvre, tournant parfois au spectacle, que les Madrilènes attendent les élections qui doivent avoir lieu jeudi.

Indiscutablement, quelque chose a changé en Espagne, et la débauche de propagande qui accompagne ces élections en est un signe.

Dans toute la ville, partout, dans le métro, sur les vitrines des magasins, les bancs publics et même par terre, sur les trottoirs, des affiches électorales, l'une recouvrant l'autre. Pendant toute la journée, des équipes de colleurs, jeunes pour la plupart, tapissent les murs sous le regard interessé des passants. Les affiches sont lues avec attention.

Vers 18 heures, ce sont des caravanes de voitures qui prennent le relai. Haut-parleurs surtout, drapeaux de chaque parti dépassant des vitres , tracts jetés par poignées , ce sont des files de cinq ou six voitures qui prennent les grandes rues.

Sur le trottoir, on marche parfois sur plusieurs centimètres de papiers.

Un détail cependant, il y a cinq jours, trois candidats d'une organisation révolutionnaire, qui se présente sous un nom d'emprunt car elle n'a pas été légalisée, ont été arrêtés en plein milieu d'un meeting. A la tribune, il y avait un drapeau violet, jaune et rouge.

**En Espagne, aujourd'hui, on peut en dire plus que sous Franco mais sûrement pas exalter la République ou montrer son drapeau.**

*De notre envoyé spécial Fernand LENOIR*

**par la répression ou de manière indirecte par le biais des révisionnistes du PCE, il ne restait donc plus qu'une solution à la bourgeoisie espagnole : reculer sur certaines libertés démocratiques.**

**La seconde nécessité qui a amené la bourgeoisie espagnole à effectuer ces transformations est la nécessité, pour elle, d'adapter son pouvoir politique à ses besoins économiques. Qu'il s'agisse de son entrée dans le Marché commun, ou plus simplement** de l'implantation de capitaux étrangers, l'Espagne franquiste, véritable volcan sous pression, n'inspirait pas confiance.

*«L'entrée de l'Espagne dans le Marché commun est la conséquence naturelle de notre développement démocratique »* a récemment dit Suarez.

La bourgeoisie espagnole espère qu'un Etat, qui bien sûr préserve ses intérêts, mais sous une forme démocratique, plus stable, favorisera ses échanges avec les autres bourgeoisies impérialistes européennes. **Les capitalistes européens ont été, depuis plusieurs années, contrairement aux impérialistes américains, partisans de cette démocratisation. Celle-ci correspond à leurs intérêts dans la lutte interimpérialiste qui, en Espagne, les oppose aux Américains.**

**L'Assemblée européenne de Strasbourg avait d'ailleurs, dès mai 76, pris une série de résolutions allant dans ce sens.**

**Cette deuxième nécessité, même si elle paraît importante, n'est pourtant cependant qu'une conséquence de la première. C'est en fait la lutte de la classe ouvrière et du peuple espagnol qui l'a déterminée, c'est pourquoi on peut dire aujourd'hui que c'est le peuple espagnol le véritable fossoyeur du franquisme historique**

*Fernand LENOIR*

# Les résultats

Conformes à ce qu'avaient prévu les sondages, les résultats des élections n'ont pas surpris.

Tout, dans la propagande comme dans le système électoral, proportionnel, était fait pour favoriser les grands partis bourgeois. C'est l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental qui sort vainqueur, il n' a cependant pas la majorité absolue et devra trouver un autre appui. L'autre vainqueur, le PSOE, la parti social-démocrate, avec 33 % de la chambre, fait figure de premier parti d'opposition. Quant aux révisionnistes du PCE, avec 5,4 % des élus, ils paient leur politique de trahison et de sabotage des luttes ouvrières et nationales.





# KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE (Cambodge)

# *Une société radicalement nouvelle*

**Il ne se passe pas de semaine sans que la presse, la radio ou la télévision ne s'en prennent au jeune Kampuchéa démocratique, l'accusant de tous les crimes imaginables. Cette vile campagne mensongère ne doit pas rester sans réponse. Où en est donc le peuple cambodgien, deux ans après sa victoire éclatante contre l'impérialisme US ?**

## Un passé très lourd

Quelques chiffres suffisent pour témoigner de la cruauté des crimes de l'impérialisme américain :

800 000 personnes furent tuées sur 8,5 millions d'habitants. Dans la zone du front, et les environs, 90 à 100 % des villages furent détruits ; les villes étaient rasées.

## Les principes de la nouvelle société

Le but du peuple du Kampuchéa démocratique, c'est d'édifier une société égale où il n'existe ni riche, ni pauvre ; où l'exploitation de l'homme par l'homme serait supprimée. Il n'a pas jeté dehors l'impérialisme américain pour revenir à la situation antérieure mais pour apporter un changement ; ce changement, il est voulu par l'immense majorité de la population.

La base de l'édification nouvelle du pays est la coopérative : elle fut généralisée à tout le pays après le 17 avril. C'est elle qui organise et dirige tout : l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, l'enseigement et même la médecine. Certaines ont même des petites usines. C'est le peuple lui-même qui répartit les tâches de la coopérative.

## Le fruit de la lutte anti-impérialiste

Tout cela n'est pas venu seul, du jour au lendemain, après le 17 avril. Tout était déjà organisé de cette manière dans les zones libérées sous la direction de l'organisation révolutionnaire. Par exemple, les coopératives furent créées dès 1973, alors que l'impérialisme américain avait fait en 6 mois 200 000 victimes. La lutte contre l'impérialisme est inséparable de la lutte du peuple pour de meilleures conditions de vie.

## Amélioration des conditions de vie du peuple :

La production n'a cessé de progresser et il n'y a plus de problème d'alimentation , plus de famine ni de misère : chaque personne peut bénéficier de 600 grammes de riz en moyenne par jour.

Dans le domaine de la santé, les progrès ne sont pas moins fulgurants : un dispensaire au moins par coopérative et dans chaque district un hôpital. Quant au paludisme qui était un véritable fléau national, il a régressé de 80 à 85 %. L'effort est essentiellement porté sur l'hygiène et la médecine préventive.

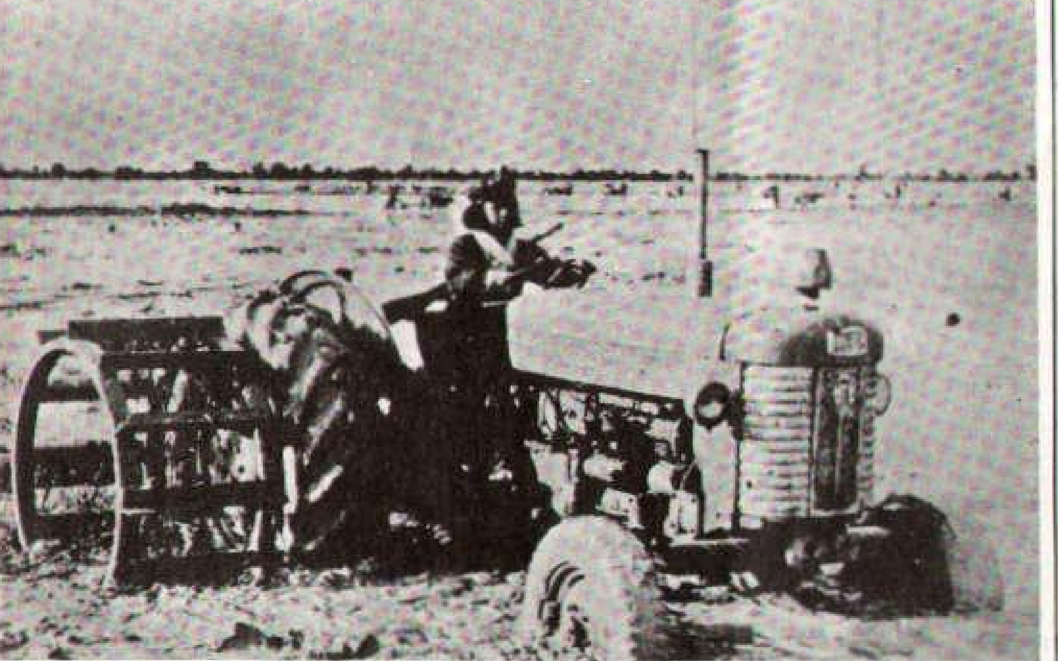
Le peuple bénéficie aussi de meilleures conditions de travail grâce à la mécanisation de l'agriculture.

Une telle progression gêne l'impérialisme quel qu'il soit : la victoire d'un petit pays contre la superpuissance américaine est un exemple pour tous les peuples. C'est pourquoi, les impérialistes américains, français, etc. ont orchestré depuis le début une campagne de dénigrement.

## Contre les calomnies des réactionnaires

On a pu lire dans toute la presse bourgeoise qu'au Cambodge, tous les habitants des villes étaient envoyés à la campagne on ne sait trop pourquoi faire. Or, qu'en est-il exactement ? L'évacuation des villes a représenté quelque chose de positif et non une punition. ... du temps de la domination américaine, bon nombre de paysans affluaient en masse vers les villes, fuyant les bombarde-

*La mécanisation de l'agriculture a été entreprise. Elle permettra l'amélioration des conditions de travail et le développement de la production.*



ments. Ils renforçaient le nombre déjà considérable des chômeurs. Or le ravitaillement se faisait très mal et une partie de la population mourrait de faim ; alors à la libération, les gens sont retournés chez eux à la campagne, là où était la nourriture.

Par ailleurs, il régnait dans les villes une insécurité permanente entretenue par la CIA qui payait des mercenaires pour qu'ils volent, agressent les gens dans la rue, afin de créer ainsi un vent de panique et de peur sur toute la population.

Ensuite, la bourgeoisie française a trouvé un nouveau cheval de bataille : les maquis anticommunistes. Tout cela n'est que pur mensonge qu'elle essaye de justifier par de faux témoignages ; quand les Cambodgiens veulent entrer en France, ils doivent déclarer avoir vu des massacres, etc. Quant aux films relatant ces soi-disant maquis, ils sont tournés en Thaïlande.

Enfin, la bourgeoisie s'interroge : que sont devenus les anciens hauts fonctionnaires et soldats de l'armée de Lon Nol le traitre ? Ont-ils été tués ? Non. Absolument pas. Que font-ils ? Ils travaillent au sein des coopératives comme tous les autres ; ils sont rééduqués au sein même du peuple. Ils sont payés de la même façon que tous les autres.

Voilà comment évolue ce pays qu'on essaie de nous faire passer pour un pays où il est interdit de penser librement et où la misère est sans cesse présente. C'est une campagne totalement orchestrée par l'impérialisme, furieux d'avoir été battu par un petit peuple. Cela nous prouve une nouvelle fois que la guerre du peuple est invincible !

*Évelyne Le Guen.*



*Plus de famine ni de misère. L'alimentation est assurée.*

## Grande-Bretagne

Une trentaine de manifestants ont été arrêtés le 17 juin à la suite de violents heurts avec la police devant les laboratoires photographiques Grunwik, dans la banlieue Nord de Londres.

C'est le cinquième jour consécutif que des incidents se produisent entre le piquet de grève et les forces de répression, alors que le conflit entre dans son dixième mois.

La grève avait débuté à la suite du licenciement d'un employé. La tension entre la direction et les grévistes s'était par la suite aggravée en raison de revendications salariales et du refus de la direction de reconnaître le syndicat représentant les employés.

## Rhodésie

D'après un éditorial du journal kenyan : «Sunday Nation», «l'Union soviétique cependant qu'elle soutient l'économie du régime illégal de Smith, fait grand bruit contre l'impérialisme et le colonialisme en Afrique du Sud». C'est, conclut le journal une simple trahison des combattants de la liberté au Zimbabwe (Rhodésie).

Il ajoute que le commerce réalisé entre l'Union soviétique et le régime raciste rhodésien s'effectue au travers de la «Compagnie et agence d'Etat de commerce» d'un troisième pays et qu'il concerne l'importation de tabac et d'autres produits agricoles rhodésiens.

Le journal britannique «The Guardian» indique que l'URSS, en commerçant avec la Rhodésie a violé les décisions de sanction économique de l'ONU contre la Rhodésie.

Après avoir cité une série de faits démontrant un tel commerce, faits qui étaient extraits d'un rapport de l'ONU, l'article révélera que le Comité des sanctions de l'ONU a demandé à l'URSS de s'expliquer sur ces relations commerciales mais que celle-ci a refusé.

## Sahara occidental

L'atttaque contre El Ayoun, déclenchée par le Front Polisario, a été marquée par un bombardement intensif des casernements des forces marocaines et de l'aéroport, indique un communiqué du mouvement sahraoui publié à Alger.

Selon le communiqué, trois autres actions militaires ont été opérées par les combattants sahraouis contre les troupes marocaines au Sahara occidental. L'une d'elles, ajoute le Polisario, s'est soldée par la destruction sur une importante longueur du tapis convoyeur des mines de Boucraa entre les stations 8 et 9.





# LE PELLERIN
## CONTRE LA CENTRALE NUCLEAIRE CONTRE LA REPRESSION
# *Victoire de la lutte de masse*

**Pour le profit, pour tenter de sortir de sa crise, le capitalisme s'est lancé, en France, dans une course au nucléaire.**

**Pour le profit, la bourgeoisie n'hésite pas à envisager l'installation d'une centrale nucléaire à 15 km de Nantes et 40 km de Saint-Nazaire, dans un site dont un grand nombre de scientifiques s'accordent à dire qu'il est particulièrement mauvais et où elle ferait courir à des centaines de milliers de personnes de réels dangers.**

C'est déjà une menace directe pour les paysans qui risqueraient d'être expulsés ou de perdre de nombreuses terres.

C'est déjà aussi une menace directe contre tous les travailleurs par le quadrillage policier dès les premiers pas du projet, dès l'ouverture de l'enquête d'intérêt public.

### Un vieux stratagème

Car la bourgeoisie, pour imposer sa centrale à une population qu'elle sait hostile (les travailleurs savent d'expérience que les grandes opérations du capital n'amènent rien de bon pour eux et ils ont vite fait de s'en rendre compte), a un vieux tour dans son sac, qu'elle a déjà expérimenté plus d'une fois : cela s'appelle «enquête d'intérêt public» et cela consiste à demander aux gens ce qu'ils «en pensent».

Cela a pour avantage de les engager à exprimer leur rancœur sur des registres plutôt qu'ailleurs, après quoi, même si la majorité reste hostile, on peut passer aux travaux, quitte à s'appuyer sur les forces de «l'ordre» pour faire respecter la décision... prise ailleurs déjà depuis longtemps!

Cela a déjà marché ! et n'est-ce pas d'ailleurs le shéma tout à fait classique de la «démocratie bourgeoise» : «Exprimez-vous, braves gens, sur un registre, un bulletin de vote ; dites ce que vous voulez !»

La suite est connue...

Justement :



*A la sortie de la prison : libres sur les épaules des camarades... (Photo HR)*



### On ne marche plus

Au Pellerin, à Cheix-en-Retz, à Couëron, etc. on ne marche plus ; l'enquête d'intérêt public, on n'en veut pas !

Alors 15 000 personnes se rassemblent, le 8 mai au Pellerin, pour en parler

Alors des conseillers municipaux de plusieurs des 12 communes concernées refusent de détenir en mairie les registres : ils savent bien ce qu'en pensent leurs électeurs et ils ne seront pas seuls pour empêcher qu'ils y rentrent dans leurs mairies, ces registres !

Alors, le sous-préfet, il vient les coller lui-même, ses affiches d'ouverture d'enquête... et elles sont décollées sous son nez, et il est aspergé de purin, lui et sa suite de gardes mobiles, et il fait mettre en place de belles «mairies-annexes» : estafettes de gendarmerie protégées par des flics...

Et les flics, ils sont encerclés, agressés... par un troupeau de bêtes à cornes bien manœuvré (à Cheix, on connait : on l'a déjà fait quand ils sont venus expulser les Mouillé) ; ou bien ils sont enfumés par un feu de vieux pneux... Non l'enquête on n'en veut pas, la centrale on n'en veut pas.

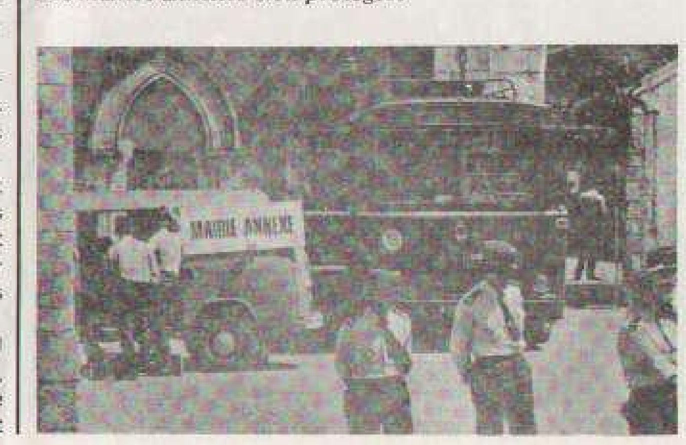
### Les masses n'en veulent pas !

Ce n'est pas partout comme ça : à Couëron, par exemple, on a une municipalité de gauche, et même à majorité PCF. !... Alors les registres, ils sont... dans la mairie ; les flics aussi ! L'enquête, on trouve juste qu'elle n'est pas assez démocratique : elle devrait être plus large. A gauche, on est quand même plus fort qu'à droite, en démocratie !

Voilà pourquoi à Couëron, elle risque de marcher, l'enquête...

Personne n'a rien écrit, sur les registres d'enquête :

*Des mairies annexes bien protégées*



LES MASSES N'EN VEULENT PAS ! Mais tout de même...

Alors le 2 juin, ils sont 40 (pas besoin d'être 1 000 pour faire ça : on est tous d'accord). Ils entrent dans la mairie ; ils le prennent, ce registre (y a pas beaucoup de gendarmes) et ils le brûlent, sur la place du marché...

## Répression

C'en est trop !

Le lendemain, on arrête 5 paysans dont une femme.

Tiens ? Pourquoi des paysans ? Il n'y avait pas que des paysans ...

Oui, mais ceux-là, ce sont des «Paysans-Travailleurs» : ce sont des meneurs, et la loi anti-casseurs, elle est là pour ça. Et puis, le PCF ne les aime pas non plus, les «Paysans-Travailleurs» : des irresponsables, des têtes brulées, minoritaires, gauchistes... alors ça ne bougera pas du côté des syndicats.

Le lendemain, conseil municipal extraordinaire à Couëron : «Nous déplorons ces actes qui n'engagent que leurs auteurs et servent la répression et le renforcement du contrôle policier ; nous regrettons que des gens animés d'un idéal social soient tombés dans le piège de la provocation...»

Dans la salle, on n'est pas d'accord !

Le 10 juin, le jour du procès à Nantes, pendant que 2 500 personnes attendent face aux CRS et aux gardes mobiles qui bouclent le Palais de «Justice», les 8 mois de prison dont 2 fermes qui vont tomber sur les 5 otages, Marchais dit que développer le nucléaire c'est nécessaire et que ceux qui s'y opposent sont des démagogues et des nihilistes...

## La victoire

Après le verdict de Nantes, la colère gronde, la détermination s'est encore renforcée.

Le jour même, un nouveau registre est détruit à Saint-Jean-de-Boisseau.

La veille de l'appel à Rennes, on est 3 000 à Nantes à manifester.

Les Unions départementales ont appelé cette fois, la seule ; c'est que ça bouge à la base ; on cherche à comprendre ; pourquoi on n'a rien fait pour le procès à Nantes... Il faudra les voir, ces paysans dont on dit tant de mal, ces «Paysans-Travailleurs».

Côté CGT, on est venu du bout des lèvres pour faire voir qu'on est là : 8 à 9 personnes pour une grande banderole qu'on a mis presque devant.

Mais depuis le début, des ouvriers sont venus, des militants, des sections même, voire des syndicats.

Ils seront là aussi à Rennes.

On est près de 3 000 devant le tribunal ; une centaine a pu rentrer...

Des fenêtres, la nouvelle arrive : «ILS SONT LIBERES».

Pierrot Potiron est relaxé : lui, il ne s'est même pas trouvé un flic pour «témoigner» qu'il était là !

Dédé et Gaby Mabilais et les frères Blineau, ils ont quand même leurs 8 mois avec sursis.

MAIS ILS SONT LIBRES, TOUS LES 5.

On va les chercher à la prison (dernières formalités à remplir), en manifestation joyeuse et forte : une vraie manifestation, pas comme les ballades style journée d'action ! C'est que ceux de la «gauche» avec ou sans leurs écharpes tricolores, les pontes syndicaux, ils ne sont pas là aujourd'hui !

«ILS SONT LIBERES, LE COMBAT CONTINUE !

On arrive vers la prison, on les voit ; ils sortent là, devant nous...

Paul et Pierrot, le visage bruni de la quarantaine passée, passée au dur travail de la terre.

Le bon visage rond d'André Blineau, le rouquin : le «meneur» disait le procureur ; Dédé Mabilais, avec sa tignasse et sa barbe, son bleu qu'il avait quand ils l'ont arrêté, dans son champ...

On court, on s'embrasse...

Et voilà Gaby Mabilais qui arrive, à l'autre bout de la rue, avec l'autre morceau de la manifestation qui vient de la prison des femmes.

On se précipite, victoire ILS SONT LIBERES !

Ceux qui, dans leurs bureaux capitonnés des partis bourgeois de droite ou de gauche, préparent leurs élections de 78 et tous leurs mauvais coups, ils sont absents, ils sont loin !

TANT MIEUX ! ils ont montré leur vrai visage ! LE COMBAT CONTINUE !

*Jacques DUROC*

### LES PAYSANS TRAVAILLEURS

*Ce sont des paysans exploités qui se sont refusés à l'union avec les gros paysans capitalistes qui mènent la FNSEA et les autres syndicats agricoles (FFA, MODEF) Ils se veulent syndicat de masse et de classe au service des intérêts des petits et moyens paysans.*

*Refusant la collaboration avec la bourgeoisie, ils ont de ce fait été soumis par celle-ci à la plus dure répression en vue de les liquider.*

*Le PCF n'a jamais cessé de les calomnier, voire de s'associer directement à leur répression et le PS a tenté récemment contre lui une opération de liquidation (opération MONATAR).*


*Devant le tribunal, une manifestation à l'appel des paysans travailleurs. (Photo HR)*





# ALSTHOM-St-OUEN

# Printemps de lutte



*Malgré les sanctions, on défile dans les ateliers.*

**L'entreprise Alsthom, filiale du trust CGE (prévu dans les nationalisations du Programme commun) comprend à St-Ouen plusieurs ateliers et le siège de l'Alsthom savoisienne : 1 200 salariés dont 800 ouvriers, on y produit des transfos industriels, des condensateurs, etc. Dans la même enceinte, se trouvent aussi les Signaux et la CGEE.**

**La lutte a duré de la mi-mars à début juin, touchant la Savoisienne, la CGEE, et parfois les Signaux, pour : 300 F pour tous, le mini à 2 500 F, le 13e mois, les 40 heures sans perte de salaire, le droit aux congés sans solde pour les immigrés, etc. Aucune revendication n'a été obtenue, sinon l'arrêt de 4 procédures de licenciement. Mais le bilan est riche d'enseignements.**

## Comment la lutte a démarré

La crise du capitalisme se traduisait depuis plusieurs mois à l'Alsthom par le blocage de toutes les revendications. Tandis que la direction applique à 100 % les consignes du CNPF, **le mécontentement grandit parmi les travailleurs.**

En même temps, la ligne de conciliation avec le patron est en perte de vitesse et le courant de lutte de classe se renforce, l'année 76 s'était terminée par une progression de la CFDT aux élections de délégués du personnel. En mars 77, la CFDT gagne un procès en correctionnelle contre l'Alsthom et... la CGT qui témoigne pour le patron. Sale temps pour les révisionnistes, il fallait **prendre les devants du mécontentement à la base**, quitte à s'opposer momentanément à la vieille garde des aristocrates ouvriers, sectaires, corporatistes et partisans de l'inertie. Prenant son élan sur les élections municipales, la CGT essaie d'impulser des luttes d'ateliers sur des revendications hiérarchisées, en visant la réunion «sociale» avec le patron le 31 mars, et au-delà : les élections syndicales à la fin de l'année, et les législatives de 78.

Mais **le courant de lutte de classe et la section CFDT prennent l'initiative,** en organisant partout des réunions d'ateliers pour une lutte de toute l'usine, et en luttant pour une augmentation uniforme de 300 F et contre la grille hiérarchique de la CGT.

Fin mars, toute l'usine est en lutte, ouvriers et employés, la CGT abandonne sa grille hiérarchisée . Les deux syndicats se concertent pour l'action, on adopte la grève tournante dans l'enthousiasme.

La direction repousse les négociations au 14 avril et prend des sanctions.

## Deux attitudes face au patron

Dès les premières mesures de répression (avertissements pour «vociférations» ou pour concert de marteaux, mise à pied), la CGT fait cesser le tapage dans les ateliers et l'ambiance combative se refroidit. Au contraire, la CFDT et les éléments combatifs ramènent des sifflets, des cagoules pour se protéger des mouchards, une grosse caisse. Une riposte de masse brise la première vague de sanctions : plus de 1 000 travailleurs des 3 usines manifestent dans St-Ouen les 7 et 14 avril.

La réunion «sociale» du 14/4 ne donne rien, la vieille garde de la CGT, gestionnaires du CE en tête, commence à reprendre le travail. Mais pas question de reprise : on fait des défilés d'intimidation contre les jaunes, on remonte à la direction, on s'engouffre dans ses bureaux. La CGT a tout fait pour l'empêcher,

## ALSTHOM-St-OUEN

# Printemps de lutte (Suite)

jusqu'à monter la garde devant les portes des singes. «Qui protégez-vous, les ouvriers ou les directeurs ?» disent les grévistes.

Le patron procède alors au lock-out partiel, il ramène les horaires à 41 heures sans compensation. Nouvelle riposte des travailleurs : piquet de grève à la porte, occupation massive des bureaux patronaux pendant plusieurs heures. La CFDT impulse la popularisation et la solidarité financière. Mais la CGT sème encore la capitulation, sermonant les travailleurs pour «qu'il n'y ait pas de bordel».

Enfin, au bout de 8 semaines de lutte, après avoir mis en échec une procédure de licenciement, la masse des grévistes vote le durcissement de la lutte proposé par la CFDT : finis les débrayages d'une 1/2 heure, immédiatement on passe au piquet de grève, à l'occupation des bureaux malgré la présence d'un huissier.

### La trahison

La CGT ne pouvait et ne voulait pas dépasser certaines limites : se donner un visage combatif et terminer en douceur avec quelques miettes. Lorsqu'elle n'a pu éviter le durcissement, elle a trahi.

Le 27 mai, **elle dénonce par tracts de prétendus «excès»**. L'aristocratie ouvrière s'écarte du mouvement, l'unité est brisée, la reprise s'amorce ; le patron a les mains libres pour frapper avec la caution de la CGT : 3 délégués CFDT sont menacés de licenciement, la direction installe des vigiles et des piquets anti-grève de cadres.

Le 3 juin, **la CGT désavoue par tract le vote majoritaire des grévistes** pour l'occupation. Elle veut imposer un vote à bulletin secret et des débrayages bidons. Finalement, elle y renonce et accepte en intersyndicale la grève jusqu'au 8/6 (CE extraordinaire sur les licenciements).

**Le 7 au matin, elle laisse la CFDT appeler seule à la grève !**



*Encerclés par les grévistes, les directeurs n'en mènent pas large.*

### Les acquis de la lutte

Cette lutte de toute l'usine, la première depuis 6 ans a brisé le corporatisme d'atelier et l'idée «qu'on ne peut rien faire à l'Alsthom».

Dans les formes de lutte, les travailleurs n'ont pas hésité à braver la légalité patronale, ils ont tenu des piquets de grève efficaces, l'occupation a été à deux doigts de se réaliser.

Enfin, les travailleurs ont pu distinguer leurs amis et leurs ennemis : **le paternalisme de la direction** a volé en éclat, montrant son vrai visage d'exploiteur et d'oppresseur devant les actions de masse dans les bureaux du patronat. **La maîtrise**, à part quelques exceptions, a été reconnue et dénoncée par tous comme les larbins du patronat ; tandis que le 4/5 «l'Huma» blanche parlait du «cortège des agents de maîtrise» à l'Alsthom, cortège inventé de toutes pièces !

**La ligne révisionniste** a été dénoncée pendant l'action et à chaque trahison successive. Et lorsque les licenciements ont été annulés, les grévistes qui continuaient la lutte à l'appel de la seule CFDT ont défilé dans tous les ateliers en criant «On a gagné sans la CGT !», «On a gagné malgré les traîtres !».

Certes les travailleurs sont déçus par l'échec des revendications, mais ils pensent déjà aux luttes futures. La CFDT et les travailleurs actifs dans le mouvement se réunissent pour tirer le bilan de la grève et s'organiser.







# Quels délégués voulons-nous ?

Qu'il soit délégué syndical, du personnel ou du Comité d'entreprise, par delà la spécificité de certaines tâches, la fonction du délégué, d'un point de vue révolutionnaire, c'est d'être au service des luttes de la classe ouvrière, pour la défense et l'amélioration de ses conditions de travail et de salaire, pour l'unité des différentes catégories de salariés sous la direction de la classe ouvrière et de ses intérêts immédiats et fondamentaux, pour l'élimination du capitalisme.

Dans les syndicats, dominés aujourd'hui par des dirigeants et des orientations réformistes, qui n'ont pas pour objectif final la destruction du capitalisme mais son aménagement et sa survie, on assiste fréquemment à une déformation bourgeoise du rôle et de la pratique des délégués. Aussi, la lutte idéologique, politique et pratique pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un point de vue prolétarien sur le rôle des délégués revêt une grande importance.

Tout d'abord, il faut rappeler que la liberté de circulation dans l'entreprise, les heures de délégation payées sont des droits obtenus, il y a quelques dizaines d'années, par la lutte des masses, imposés au patronat et au pouvoir par les masses. C'est fondamentalement devant les masses et à leur service que le délégué doit donc être responsable et agir. Le délégué doit accepter et rechercher le contrôle des ouvriers sur son travail, les délégués élus ont à rendre des comptes devant leurs électeurs et pas seulement devant leurs camarades des syndicats. La pratique existante dans certaines entreprises qui consiste à proposer les candidatures dans les ateliers, devant des assemblées du personnel avant d'établir la liste définitive, est une excellente pratique.

Les patrons cherchent à transformer les délégués en partenaires sociaux avec qui on discute à l'écart des ouvriers. Parfois même, dans les CE, ils cherchent à les faire participer à la gestion, à les associer à des décisions sur des licenciements, à l'organisation du travail. Tout cela doit être fermement refusé. Si le délégué sert de porte-parole des masses, cela ne peut être conçu sans consultation et décisions prises au niveau des masses, jamais à titre individuel et sans rapport de force, sans l'appui des travailleurs, sinon on tombe dans la collaboration de classe.

Quand les patrons n'arrivent pas à acheter des délégués de cette façon, ou en leur proposant des «planques», ils cherchent à opposer le délégué à ses camarades de travail en disant, par exemple, «vous voyez, il prend des heures et c'est à vous de faire son boulot». Pour combattre cela, le délégué doit riposter du tac-au-tac, discuter, éduquer ses camarades dans son atelier ou son bureau pour que, collectivement, ils refusent cette division. Pour cela, il ne faut pas se couper de ses camarades, ne pas être un privilégié, utiliser ses heures essentiellement dans les ateliers et pas dans les bureaux des syndicats.

Ceci est valable même pour les délégués au CE, les heures de réunion en commission ou en CE ne sont pas retenues sur les heures de délégation, il est important que les délégués au CE agissent de même que les délégués du personnel, tournent dans les ateliers en l'imposant par la pratique, car la loi en théorie l'empêche, on peut également utiliser le prétexte des visites d'enquête sur des questions concernant le CE. Dans les usines où existe le travail posté, les délégués ne doivent pas hésiter à faire des heures bénévoles en dehors de leur temps de travail, c'est ainsi que l'on gagne la confiance des masses.

S'occuper des grandes comme des petites revendications, c'est aussi très important, tout en combattant l'idée répandue que c'est le délégué qui fait tout tout seul, parce qu'il parle bien ou connait bien les lois. Le combattre dans la pratique, c'est faire comprendre la nécessité de l'action collective, c'est à chaque fois que c'est possible, entrainer les travailleurs avec soi dans le bureau pour négocier ou exiger des revendications aussi minimes soient-elles. Maintenant, il faut combattre aussi l'idée spontanéiste du style «nous sommes tous des délégués», qui conduit certains camarades à n'être que des acteurs passifs de la lutte des classes. Libérer l'initiative des masses, faire prendre conscience de l'organisation, de l'action collective, impulser la démocratie prolétarienne c'est possible à condition de faire preuve soi-même d'initiative et d'esprit de responsabilité, de jouer un rôle dirigeant sans bureaucratisme, ni autoritarisme, ni spontanéisme.

Pour résumer, sans épuiser le sujet, le délégué prolétarien doit être un homme de masse, lié à ses camarades, qui connait et partage leurs aspirations et conditions de vie, mais il doit être aussi un exemple par son souci de l'organisation, de la démocratie et de l'action collective, par sa conscience de militant et son dévouement à la cause du prolétariat, c'est ainsi qu'il peut aussi éduquer ses camarades et devenir un maillon indispensable et précieux au service de la révolution prolétarienne.

Guy LE BRETON

# METRO PARISIEN

## Les nettoyeurs disent :

## NOUS LUTTERONS JUSQU'AU BOUT !

**Depuis le 31 mai, ils sont plus d'un millier, essentiellement des ouvriers immigrés arabes et africains, à faire grève. Leurs revendications principales sont notamment les salaires, 2 300 F minimum pour 40 H (actuellement moins de 1 700 F pour 173 H), et l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité jusqu'à présent déplorables.**

La grève intéresse la quasi-totalité des ouvriers des six entreprises auxquelles la RATP sous-traite le nettoyage du métro. S'ils sont pour la plupart syndiqués à la CFDT, seul syndicat qui a accepté de les soutenir, ils ne s'en remettent nullement aux responsables syndicaux. Un comité de grève qui comprend trois délégués de chaque entreprise rend compte chaque jour de son activité en assemblée générale. Celle-ci est souveraine et cette démocratie prolétarienne s'est déjà concrétisée à plusieurs reprises. Ainsi, après les premières propositions patronales (vestiaires, gants, libre circulation sur le réseau RATP et 17 centimes de l'heure), l'assemblée générale a dû rappeler certains délégués au respect des revendications essentielles. Pour maintenir avec fermeté la grève totale, il a ensuite fallu qu'elle change une partie du comité de grève.

### L'OBJECTIF : FAIRE CEDER LES PATRONS

Jusqu'à présent, ceux-ci n'ont proposé aux représentants du comité de grève et de l'UL-CFDT que des miettes. A chaque rencontre, ils invoquent le plan Barre et «les contraintes financières trop strictes» du marché fixé par la RATP, tout en lâchant quelques miettes de plus. Mais ces miettes, les travailleurs n'en veulent pas. *«On veut pouvoir se loger, se nourrir, et nourrir aussi nos enfants. Si avec 1 700 F ça n'est pas possible, avec 1 740 F non plus,* déclaraient-ils en assemblée générale. *C'est sur la base de nos revendications propres qu'il faut négocier.»* Pour essayer de briser la grève, la RATP a demandé à des entreprises de travaux publics de venir nettoyer le métro. Des patrouilles de flics viennent les protéger, parfois avec des chiens policiers. Les ouvriers cherchent à consolider leurs piquets de grève pour faire échouer ces tentatives.

### UN OBSTACLE : LES MANŒUVRES DE RESPONSABLES CFDT

Tout en suivant le mouvement dans le but notamment de redorer leur blason, les responsables de l'UD-CFDT louvoient. Ils cherchent, quand ils le peuvent, à le freiner, entravent la popularisation et la distribution de l'argent collecté aux grévistes. Le 17, ils ont grossi les miettes offertes par le patron tout en soulignant que les négociations étaient bien ardues ; ils ont voulu casser l'unanimité de l'assemblée générale en insistant lourdement pour que les ouvriers éventuellement prêts à reprendre se fassent connaître. Mais des délégués du comité de grève sont alors intervenus avec beaucoup de fermeté pour dénoncer ces manœuvres démobilisatrices. *«On reste à la CFDT comme cadre,* ont-ils dit, *mais on s'y bat pour continuer une lutte efficace contre le patron. Il ne faut pas compter sur la direction CFDT, comptons sur nos propres forces.»* Et une fois de plus ça a été l'unanimité enthousiaste pour poursuivre la grève jusqu'à satisfaction des revendications.

Aujourd'hui, la bourgeoisie s'attaque particulièrement aux ouvriers immigrés. Avec la soi-disant «aide au retour», elle se livre à une manœuvre scélérate et cherche à diviser la classe ouvrière en laissant entendre que ce sont les immigrés qui sont responsables du chômage. Or, ces ouvriers mènent à l'heure actuelle des luttes extrêmement combatives comme en témoignent notamment la victoire des éboueurs, la poursuite de la lutte des foyers Sonacotra, etc.

### DÉVELOPPER LA SOLIDARITÉ !

Les ouvriers nettoyeurs du métro demandent à leurs camarades un tel soutien, notamment pour populariser leur lutte tout particulièrement par des distributions de tracts dans le métro parisien et pour renforcer leurs piquets de grève (stations de la Nation, de l'Étoile, etc.).

*Jean Nestor*




*Lors de la «Fête de l'Unité» des résidents Sonacotra, les nettoyeurs ont expliqué leur lutte et obtenu un soutien enthousiaste. (Images du peuple)*





# GREVE A LA SLAVA (Besançon)

## *La grande peur d'un patron russe*

*(De notre envoyé spécial Philippe LECLERQ).*

**Qu'un pays qui se prétend socialiste possède une usine capitaliste en France est déjà révélateur. Que les ouvriers de cette usine soient obligés, pour imposer leurs justes revendications, de faire grève est un second fait qui confirme bien que ceux qui dirigent l'URSS d'aujourd'hui sont de nouveaux bourgeois.**

L'usine en question se nomme Salva, entreprise d'importation, productrice d'horlogerie, d'appareils optiques et d'instruments de mesures.

### Aux mains des soviétiques

L'usine SLAVA a été fondée en 1960-61, par des Français. Au début des années 70, les soviétiques y ont pénétré sous forme de participation très majoritaire : 90 %. Ils en sont donc les maîtres. Le directeur général est un soviétique, tous les postes de commande sont tenus par des soviétiques. Le PDG se nomme Maurice Dejean. Il fut ambassadeur de France à Moscou de 1955 à 1964. C'est la «couverture française».

L'entreprise dépend du monopole soviétique Mashpribotintorg. Elle emploie un peu moins de 70 travailleurs. 30 % de la production est vendue en France, 50 % en-dehors de la France, quasiment rien en URSS. Les nouveaux patrons russes rêvent de conquérir les marchés occientaux.

Début 1976, le patron, Mikhail Kosine, déclarait en bombant le torse : «Il n'y a pas de syndicat ici ; d'ailleurs, ça peut attendre». Erreur de sa part : En novembre de la même année naissait un syndicat CFDT et un syndicat CGC...

### La grève

C'est le vendredi 10 juin que la grève éclata. Les travailleurs protestaient contre le fait qu'il y ait deux horaires : un pour les cadres et les bureaux (40 heures) et un, très lourd, pour les ouvriers (44 heures). Ils exigeaient une diminution d'horaires des ouvriers. Kozine faisait la sourde oreille.

Ce vendredi-là, une réunion s'ouvre à 10 heures. La question des horaires est à l'ordre du jour. Deux heures après, Kozine a beaucoup parlé pour noyer le poisson, mais a refusé toute diminution d'horaire.

A 12 heures 40, l'ensemble des travailleurs se trouve réuni à la cafétéria : c'est la grève. Le patron se conduit comme tous les patrons ; il dit : «Les négociations ne reprendront que si le travail reprend préalablement». Les délégués consultent les travailleurs qui, à main levée, décident de refuser ce chantage honteux.

Un ultimatum est lancé à Kozine : on parle de piquet de grève si les négociations n'ont pas donné satisfaction à 16 heures. Le patron russe est dans ses petits souliers : il imagine la SLAVA en grève lors de la venue de Brejnev en France. Ça le laisse pensif... les négociations reprennent, le Comité d'entreprise est convoqué. A 15 heures 55 l'accord est conclu. Les horaires des ouvriers sont diminués d'une demi-heure par jour, sans diminution de dalaire, ce qui fait un horaire de 41 h 30 par semaine.




### Un patron comme les autres

Les faits suffisent à prouver que cette usine est une entreprise capitaliste. Que son patron est un patron capitaliste. Voilà qui confirme que l'URSS est devenue un pays capitaliste.

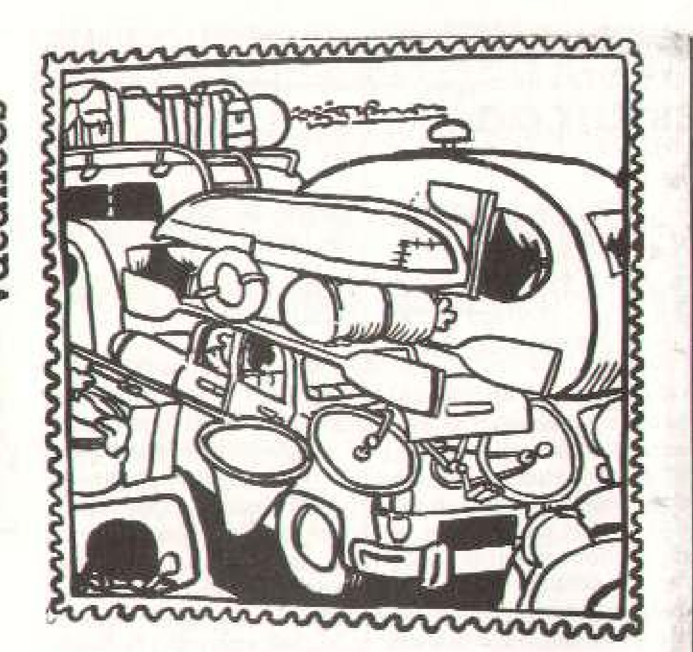
Nous pouvons prendre un autre fait.

Un nommé Caillard était employé à LIP comme chef de départements. Les travailleuses le surnommaient «le SS» tant il jouait les gardes-chiourmes. Sa maison avait même été badigeonnée de peinture. Quand commeça la grève de LIP, Caillard se sauva de misère.

Or, à la même époque, la SLAVA passait une annonce pour angager un cadre «organisateur de travail» (le deuxième pour 70 travailleurs !). C'est Caillard qui fut embauché. Il s'est gagné à la SLAVA la même renommée qu'à LIP.

Lors de la reprise des négociations, le vendredi midi, le patron russe a même voulu imposer cet individu à la table des négociations. Les grévistes refusèrent. Il dut sortir.

Ces méthodes patronales sont des méthodes que chaque ouvrier français connaît bien. Voilà pourquoi les travailleurs de la SLAVA qui viennent de remporter une première victoire disent sans hésiter : «C'est un patron comme les autres !».



# PARTIR EN VACANCES

## Cela devient un tour de force pour les travailleurs

**Bientôt, on va chercher à nous faire croire que la France toute entière est sur les plages. En fait, plus de la moitié de la population ne part pas en vacances l'été. Les statistiques bourgeoises arrivent péniblement à aligner 54 % de départs sur l'ensemble de l'année, en comptant ne serait-ce que les départs de quatre jours et en oubliant les travailleurs immigrés. Ceux qui ne partent pas sont bien sûr en majorité des ouvriers, des petits employés, des petits paysans. Cette année avec le chômage et les bas salaires, ce sera encore plus difficile, bien beau s'ils parviennent à faire partir leurs enfants. Les témoignages qui suivent le montrent bien.**

Auparavant, il nous était possible d'aller en vacances dans la famille de mon mari en Normandie. Ma belle-mère, ouvrière agricole qui trayait les vaches à la tâche, avait une maisonnette. Mais avec les machines à traire, elle a perdu son travail, quitté la maisonnette et été obligée d'aller vivre en ville en HLM comme le restant de la famille. On peut leur rendre visite mais pas passer de vacances chez eux. Pendant plusieurs années, nous avons fait avec nos enfants du camping «sauvage» avec l'autorisation de la mairie, et en payant l'eau comme c'est normal. Mais depuis qu'il y a un camping, c'est tout autre chose. Déjà quand il était deux étoiles il fallait compter 3,50 F par jour pour les enfants, 4 F pour les adultes, 2 F pour la voiture et la remorque. Pour nous, avec quatre enfants, cela faisait 780 F par mois. C'est cher payé pour être parqué pare-chocs contre pare-chocs sur un mouchoir de poche où les ficelles des tentes s'entrecroisent, où l'on entend tout ce que disent les voisins, où il faut attendre 3 heures de l'après-midi pour pouvoir faire la vaisselle sans queue interminable.

Nous avons bien essayé de nous installer à côté en offrant de payer l'eau comme avant mais les gendarmes sont venus nous faire une «sommation de déguerpir dans les 24 h.»

Ça fait deux ans qu'on n'y est pas retourné et cette année je ne sais pas si l'on va pouvoir partir. Le camping va profiter d'un bloc sanitaire en plus pour passer trois étoiles à 4,20 F par enfant. En plus, il nous faudrait changer la tente mais on ne peut avoir de crédit. Mon mari qui était en accident de travail, retravaille depuis moins d'un an et gagne moins de 2 000 F par mois.




### Au moins faire partir les enfants

Mon mari et moi on ne peut partir en vacances mais j'envoie mes enfants en colonie avec la ville. Il faut s'y prendre tôt car il y a peu de places et si l'on s'adresse à une colonie privée c'est 1 000 F. Même là, ça n'est pas donné, 12,50 F par jour et il y a tout un trousseau que j'ai eu du mal à constituer la 1re fois car ils demandent quatre paires de chaussures, des survêtements, deux pyjamas etc. Mais avec mes voisines on s'entraide, on se passe des affaires mutuellement.

Bien que j'aie droit à des bourses et aux primes de vacances de mon mari, étant donné son petit salaire, je suis obligée de faire des arrangements avec la ville pour payer de façon étalée

### Travailleurs immigrés

Ça ne va pas être facile de retourner dans notre pays cette année. 1 000 F pour passer trois semaines avec notre famille c'est guère possible pour beaucoup. Dans le «bâtiment», on s'arrangeait pour prendre deux mois tous les deux ou trois ans, mais cette année si on part on risque de ne pas retrouver de place à la rentrée. Dans le foyer où j'habite, il y a beaucoup de chômeurs obligés de rester pour le pointage. Et de toute façon, ils ne peuvent pas partir, pour eux c'est la misère. Un soir, j'ai vu un Africain venir prendre dans les placards un morceau de pain sec, et je mens pas, le faire tremper dans de l'eau chaude pour le manger. Je lui ai dit : «T'es pas fou ?» Il m'a répondu qu'il avait touché 400 F mais que le gérant lui avait réclamé sur-le-champ 270 F pour la chambre et qu'alors, il fallait bien qu'il mange !




### Les petits paysans ne partent pas

L'été, c'est la saison où ils travaillent le plus : le foin dans l'élevage, la moisson, la récolte des fruits, etc. bien souvent c'est plus de 12 h de travail par jour.

Le reste de l'année, il y a les bêtes à s'occuper, peu d'argent liquide.

L'hiver, quand il y a moins de travail, ce n'est pas eux qui vont partir aux sports d'hiver ! Il soufflent un peu, travaillent à aménager les haies, les taillis, à couper du bois, etc. quand ils ne sont pas obligés de s'embaucher chez d'autres.

Quant aux ouvriers agricoles, ils n'ont de congés payés que l'hiver, et bien souvent, sont obligés de travailler encore pour arrondir leur paye.

*Jean NESTOR*

# PAS DE VACANCES POUR L'EXPLOITATION

Les travailleurs qui vont réussir à partir au bon air ne vont pas, comme d'un coup de baguette magique, voir la vie en rose pour autant. L'illusion d'une certaine liberté ne dure que l'instant fugitif du départ, quand on a quitté sa cité en béton.

Mais très rapidement, les travailleurs constatent que la loi du profit ne leur laisse aucun répit, même pendant les vacances. Ils sont obligés de payer des prix exorbitants et de s'entasser dans des campings surchargés.

A leur arrivée les prix augmentent considérablement, notamment ceux des fruits et légumes alors qu'il est bien normal du vouloir en manger en cette saison.




Et puis tout se paye ! Au moindre écart, à la plus petite fantaisie, auxquels incitent le matraquage publicitaire, et qu'il est difficile de refuser aux gosses, ce sont des billets de 10 F qui partent. La bourgeoisie a été obligée de concéder les congés payés aux travailleurs à l'issue des dures luttes de 1936. Mais elle cherche à récupérer le maximum de profits en faisant du tourisme une véritable industrie. C'est dans ce but, et aussi pour éviter tout rapprochement avec les travailleurs des champs qu'elle incite tellement les travailleurs des villes à partir vers des plages bondées, dans un milieu artificiel. Expliquer tout ceci peut contribuer à une prise de conscience anticapitaliste large, car les travailleurs ont de quoi être en colère en constatant à quel point les vacances, c'est toujours l'exploitation. Continuez donc chers amis et lecteurs à nous envoyer vos témoignages. Parlez-nous de tout ce qui révolte dans les vacances que la bourgeoisie réserve aux travailleurs, et aussi des possiblités de vacances plus intéressantes notamment à la campagne, des impressions de «retour au pays» pour ceux qui reviennent dans leur région natale, des premiers «congés payés» après 1936, des occupations des jeunes pendant les mois d'été, etc.

# PAS DE VACANCES POUR LA LUTTE DE CLASSE

**Patrons et travailleurs se baignent côte à côte «dans les flots bleus» voilà l'image que la bourgeoisie voudrait donner des vacances, celle de la paix sociale.**



**En fait elle profite du départ d'un certain nombre de travailleurs pour augmenter les prix (alimentation, RATP, etc.) et pour commettre bien des mauvais coups.**

**C'est l'été que les flics ont été envoyés contre les LIP, que le gouvernement a lancé les premières «opérations coups de poing» et, l'année dernière, la «chasse aux immigrés» dans le métro. Mais la classe ouvrière reste mobilisée pendant cette période comme en témoignent les nombreuses luttes ces derniers étés : Caron-Ozanne, Griffet, pour ne citer que quelques unes des plus marquantes. Les luttes paysannes n'ont pas manqué non plus. Si les vacances dispersent les travailleurs, elles peuvent aussi permettre d'aller s'interroger sur place et soutenir les travailleurs en lutte : LIP en 1973, le Larzac, etc.**

**Les occasions ne manqueront pas cette année. Ainsi, les LIP viennent de recommencer leurs ventes «sauvages» de montres. La mobilisation et le soutien contre le barrage de Naussac vont durer tout l'été ; fin juillet, il y aura des manifestations contre l'implantation du surgénérateur Super-phénix à Creys-Malville près de Grenoble, etc.**



# En bref

## Le café augmente dans les entrepôts...

Un petit commerçant parisien a appris par son fournisseur qu'au Havre des entrepôts entiers étaient bourrés de café lors de la dernière pénurie. Les spéculateurs qui contrôlent le marché refusaient de le vendre de peur de voir les cours baisser. Les mauvaises récoltes du Brésil ont bon dos. On saura à quoi s'en tenir lors des prochaines hausses sur le café !



## Des mesures provisoires pour les vieux

Le minimum vieillesse porté à 10 000 F le premier décembre, quelques augmentations de l'allocation-logement et de l'aide ménagère, voilà les principales mesures annoncées à grand bruit par Giscard. Il n'a pas hésité après tant de largesses à se payer une petite séance de publicité à la télévision. Quel cynisme alors que 883 F par mois ne représentent que la moitié du SMIC ! Ce ne sont pas ces quelques miettes qui éviteront aux vieux de se priver de fruits et de viande, de survivre misérablement après avoir été durement exploités, de croupir dans les hospices où la bourgeoisie les laisse mourir à petit feu.



## Le personnel du ministère contre Haby

Les maîtres-auxiliaires n'ont pas hésité à affronter les flics pour aller exiger au ministère de l'Éducation nationale leurs revendications : titularisation des auxiliaires, garantie de travail pour tous à la rentrée. Ils se sont faits durement matraquer jusque dans le ministère. Haby espérait que les brutalités policières effraieraient les fonctionnaires. Bien au contraire, c'est lui qui a été désavoué lors d'un meeting de 400 personnes qui s'est tenu devant le ministère. «Nous ne travaillerons pas sous la botte des flics» ont notamment déclaré les fonctionnaires !



## Prime pour déguerpir

C'est en fait cela que le gouvernement propose aux travailleurs immigrés sous le nom fallacieux «d'aide au retour». Il veut les amener à renoncer d'eux-mêmes à leurs indemnités de chômage légitimes et à tous leurs droits. Il cherche en outre à diviser la classe ouvrière en laissant entendre que les immigrés sont responsables du chômage et qu'ils demandent le prix fort pour partir.

Mais les ouvriers immigrés de la Sonacotra ne se sont-ils pas battus au contraire pour faire revenir leurs camarades expulsés. La classe ouvrière mettra en échec cette manœuvre scélérate !







# Deux façons de jouer au football

Les derniers potins du stade Geoffroy-Guichard sont sur toutes les bouches. Cela va du petit doigt de Curkovic à l'orteil de Revelli en passant par le genou de Santini. Les trafics de billets commencent. Partout, dans les cafés, à la radio, à la télé, on ne parle plus que d'elle. Elle, c'est la 60e coupe de France, jouée samedi à Paris.

Au milieu des gadgets, on a tendance à ne voir que la foire d'empoigne, que la compétition pour la coupe ; on en vient à oublier que le football c'est aussi un jeu.

### Le foot : un sport collectif

Un ballon, ça peut servir à opposer, à diviser, ça peut servir aussi à unir. Le football est avant tout un sport collectif : onze joueurs dans chaque camp et un ballon. Il doit permettre à la solidarité, à l'esprit d'équipe de se développer. Il fait comprendre, en jouant, que l'initiative collective vaut mieux que la détermination individuelle, que le monde est affaire de relation. Le ballon auquel le joueur imprime toutes sortes d'effets possibles, que l'on caresse de l'extérieur du pied, que l'on frappe avec force, ce ballon reste le trait d'union entre tous les joueurs : partenaires et adversaires.

Il leur enseigne que tous courent, ou devraient courir, vers un même but : le plaisir de jouer.

Le football mobilise toutes les compétences du joueur, il réclame à la fois un savoir-faire technique, de l'endurance physique, une conception tactique d'ensemble : une bonne mentalité qui fasse passer l'amitié avant la compétition.

### Deux façons de jouer

Selon que l'on veut gagner parce qu'il y a des primes derrière, parce qu'il y a de gros sous, parce qu'il ne faut pas décevoir les



supporters fanatisés par l'intox, on joue un jeu dur, personnel... Si l'on veut faire du football une occasion pour rencontrer d'autres personnes, d'autres travailleurs, de s'amuser et d'échanger ensemble, on jouera différemment. On jouera de deux façons opposées soit la défensive, soit l'offensive.

### Le béton

Les joueurs restent massivement repliés devant leur but dans le seul souci de le protéger. On ne passe pas quoi qu'il arrive. En général, les équipes défensives ont souvent recours au jeu dur (attention aux tibias). Autre consigne : le marquage individuel strict. Chaque défenseur suit pas à pas son adversaire direct (ou désigné) et cherche uniquement à l'empêcher de jouer. Pour ce qui est de marquer des buts, on préfère s'en tenir à la chance et à l'exploit individuel : les arrières et les demis «balancent» de longues balles, difficilement utilisables, vers des avants isolés. La formation est en 4-4-2, quatre arrières, quatre milieux de terrain, deux attaquants. Dans ce système de jeu, pas d'initiative. Il faut d'abord obéir aux consignes. Les qualités exigées sont surtout physiques.

Au contraire, les équipes offensives cherchent avant tout à marquer des buts. Elles misent principalement sur les qualités techniques des joueurs. Dans la formation de l'équipe, les attaquants y sont aussi nombreux que les défenseurs (4-2-4). Le jeu collectif y est à l'honneur. Les passes sont la base du jeu et tout le monde touche le ballon le plus souvent possible. Les défenseurs : ils ne s'abrutissent pas à des tâches obscures ; ils ne marquent leurs adversaires que dans la mesure où celui-ci occupe une position dangereuse. Les joueurs bénéficient, au sein d'une équipe réellement offensive, d'une grande liberté de manœuvre et ils peuvent donner libre cours à leur imagination, à leur goût du risque.

Dans le système actuel, gangrêné par le fric et la compétition à tout prix, bien peu d'équipes pratiquent un football offensif. La plupart s'en tient à un 4-3-3 qui évolue vers l'offensive ou la défensive selon les circonstances et surtout si l'on joue chez soi ou sur le terrain de l'adversaire.

*Leon CLADEL*



## 10 000 équipes de football, 1 100 terrains

*C'est dans le seul département autonome coréen du Yenpien (province du Kirin) en Chine que l'on trouve ces chiffres étourdissants.*

*La plupart des footballeurs sont des paysans qui sont, à la fois, de bons travailleurs et de bons sportifs.*

*Des cours de gymnastique sont diffusés à la radio. La possibilité de pratiquer la gymnastique est assurée aux ouvriers, aux employés et aux cadres par un système de pause au cours du travail.*

*Les femmes ont donné une puissante impulsion aux sports et à la culture physique. Bien souvent les 3 générations d'une même famille nagent côte à côte ou jouent ensemble au ballon.*

*Quelle différence avec la France capitaliste où travailler et pratiquer un sport tient de l'exploit.*

## CINEMA

# «EN ROUTE POUR LA GLOIRE»

**Woody va se mettre à chanter la misère et l'espoir de milliers de petits paysans ruinés par la crise de 1930...**

Des files de tacots qui croulent sous le mobilier.. Des familles entières de petits paysans ruinés avec encore un dernier espoir dans les yeux : «la Californie», «ce pays où l'on sème une graine et où il suffit de fermer les yeux puis de les rouvrir pour n'avoir qu'à cueillir des fruits.»

C'est ce que disent aussi deux hommes, un noir et un blanc qui voyagent dans un train de marchandises. Ils s'appellent Woody et Slim ! Ils vont tenter de gagner la Californie en voyageant clandestinement. Slim pour cueillir des fruits, Woody pour peindre des enseignes et nourrir sa famille. Dans les wagons, c'est les bagarres, c'est aussi la chasse aux passagers clandestins.

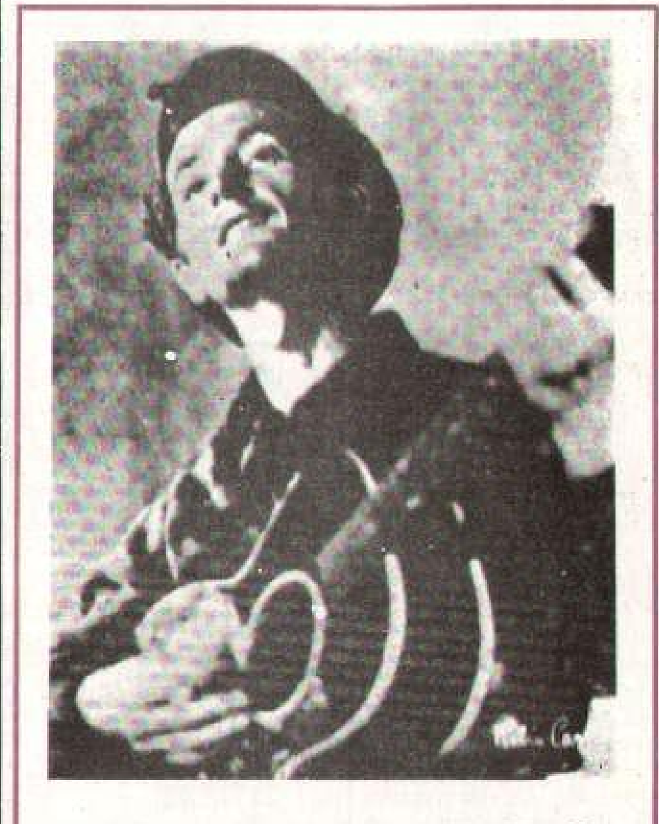
A la frontière, il faut montrer patte blanche. Pour pénétrer en Californie, il faut cinquante dollars par personne. Beaucoup de familles feront demi-tour. Pour ceux qui passent, çà ne sera pas le paradis. Ils auront vite déchanté. Ils iront s'entasser dans des camps autour des grands domaines en attendant le jour hypothétique où ils pourront travailler à la çueillette pour une bouchée de pain.

Les grands propriétaires demandent toujours 1 000 personnes pris n'en prennent que 300 qu'ils trient sur le volet. Woody (Woody Guthrie) va se mettre à chanter, à chanter la misère et l'espoir de ces millions de petits paysans ruinés par la crise de 1930, ruinés par les tempêtes de sable exploités par les grands propriétaires terriens.

Il va leur chanter l'espoir qui nait de la lutte, l'organisation qui unit les exploités. Çà ne sera pas sans mal.

Les hommes de main des grands propriétaires veillent et matraquent. Woody deviendra célèbre ; il aura accès à la radio. Mais il refuse de faire de la chanson «alimentaire» , de se laisser acheter pour chanter de l'intox alors que ces camarades triment dans les vergers. «En route pour la gloire» nous raconte la vie de Woodie Guthrie telle qu'il l'a écrite pendant les années trente. C'est un film qui a le mérite de montrer les travailleurs américains dans les années de crise, certaines de leurs luttes. Ceci n'est pas négligeable au moment où l'on nous sert «le pont de Cassandra» ou «la tour infernale».

*Léon Cladel*



## QUI ETAIT WOODY GUTHRIE ?

*Un artiste prolétarien. C'est parmi les travailleurs et les paysans de l'Oklahoma que Woody a été élevé comme il le dit dans son autobiographie sur laquelle est basée le film : «juste au centre d'une tempête de sable avec le pétrole et le souffle de la chaleur autour. Là les gens du peuple travaillaient dur, trébuchant tracassés par les créanciers, la maladie et les peines de toutes sortes. Ce que j'ai vu là était suffisant pour en faire des chansons.»*

*Le film fait le silence sur bien des aspects de la vie de Woody Guthrie. En voyant le film, on ne sait pas qu'il existe un parti communiste et que c'est lui qui dirige beaucoup de mouvements de lutte des immigrés que le film lui-même montre. Woody Guthrie était proche du Parti communiste des Etats-Unis à l'époque où celui-ci était un parti révolutionnaire. Il écrivait une rubrique régulière dans le journal du Parti communiste, le «Daily Worker», et lisait ses articles dans ses shows à la radio. Il suffit d'écouter les paroles de Guthrie pour connaitre la véritable signification de sa vie : «Viens homme noir, viens homme blanc, montre aux riches comment les pauvres peuvent lutter, lève-toi femme et rencontre un homme. Faites de ce pays la terre promise».*



Photo Images du peuple.

## FOYERS SONACOTRA EN GREVE

# *A lutte exemplaire, fête exemplaire*

Tous les foyers en lutte étaient représentés. Il en était venu de Dijon, il en était venu de toute le région parisienne. Les amis des résidents étaient nombreux. Il en était même venu de Lille, de Rennes, de Nantes, etc. Tous se retrouvaient samedi au stade près du foyer de Champigny pour la fête de l'Unité organisée par le Comité de coordination.

### Pourquoi une fête de l'unité ?

Parce que vingt quatre nationalités en grève depuis 29 mois ça se fête ! Vous ne croyez pas ?

Parce que l'échec des tentatives de division des foyers entre eux, parce que l'échec des manœuvres pour arrêter la lutte et provoquer des négociaitions foyer par foyer, parce que le renforcement du Comité de coordination, c'est une victoire de l'unité !

Le lamentable échec des tentatives de la bourgeoisie de faire des saisies-arrêts sur les salaires, c'est une victoire de l'unité des résidents.

Le retour de sept des camarades délégués expulsés qui reviennent prendre leur place dans la lutte c'est une victoire de l'unité !

L'élargissement de la lutte au foyer d'Hélancourt dans l'Essonne, aux deux foyers de Dijon, ça aussi c'est une victoire de l'unité.

L'Unité, elle ne se lisait pas seulement sur les banderoles, «Travailleurs français, immigrés, une seule classe ouvrière», elle se voyait aussi dans la participation à la fête des balayeurs du métro (en grande majorité immigrés) qui ont expliqué leur lutte. Elle se voyait dans la participation des travailleurs des chantiers Buign de Trappes, des travailleurs de Roth à Strasbourg.

### Une riche partie artistique

La fête de l'Unité c'était surtout le nombre et la variété des groupes artistiques présents. Variété mais aussi unité, chaque groupe faisant reprendre des mots d'ordre de soutien aux luttes des résidents, faisant reprendre des refrains de chansons.

Puis, au fur et a mesure que les groupes passaient l'ambiance devenait de plus en plus combative, la participation plus grande.

Symbole de la prise en main des activités artistiques par les résidents eux-mêmes la chorale du foyer de Champigny ouvrit le spectacle par un chant sur la lutte.

Le groupe «Rosta» qui prépare au sein de la commission culturelle des résidents un spectacle musical sur les immigrés présenta des extraits de «Maïakovski».

Il contribua , par les poèmes sur la guerre, sur Lénine et par le célèbre «Front des travailleurs», à rattacher la fête des Sonacotra, au grand souffle de la révolution d'Octobre et du mouvement ouvrier international. L'introduction de l'accordéon parmi les instruments à corde ajoute à la perfection artistique en renforçant le romantisme populaire.

Parmi les groupes français, «La Barricade», jeune et combative chorale de Tours, dénonça le colonialisme français sur un air antillais et la répression par un chant dédié à Pierre Maitre.

Rien de mieux que la variété des musiques et des danses traditionnelles du tiers monde pour affirmer l'unité anti-impérialiste de la lutte.

Musique turque des résidents d'un foyer, musique arabe qui entraine tout le monde à frapper dans ses mains et à danser : le groupe musical arabe d'une grande qualité artistique, le groupe «Bendire déchiré» avec ses trompes traditionnelles et ses percussions exprime avec force et chaleur la révolte et la volonté de lutte des peuples arabes ; la chorale des étudiants tunisiens d'une grande rigueur, force et détermination. Les groupes «Lumumba» et «Amilcar Cabral» de danseurs maliens, sénégalais et mauritaniens soulevèrent l'enthousiasme par leurs danses nationales qui reprennent les traditions paysannes et combattent la culture impérialiste qui pille et détruit la culture africaine.

Tard dans la soirée, la troupe des travailleurs des Batignoles de Nantes avec sa pièce sur «La justice» déchaina les rires et les quolibets. Le public fait tout de suite cause commune avec ces images simples d'ouvriers et d'ouvrières, face aux caricatures sans réserves de juges, de patrons, de bonne-sœur, de flic et pour finir, de ponte PCF.

Pas besoin de clins d'œil d'initiés ou de sous-entendus subtils mais un clair point de vue de classe, exprimé ouvertement par des acteurs qui ne sont autres que des travailleurs qui s'affrontent eux-mêmes à la répression capitaliste. Ces jours-ci, encore aux côtés des paysans du Pellerin.

Le soleil éclatant, l'ambiance chaleureuse et colorée, la richesse créatrice du spectacle, mais aussi les repas pris ensemble et les discussions et surtout le public en grande majorité ouvrier : c'était une vraie fête prolétarienne et internationaliste.

Une fête qui renforcera la mobilisation des résidents. Le montage diapo réalisé au cours de la fête est déjà projeté dans les foyers. Un film en couleur a aussi été tourné pendant la fête.

*Léon CLADEL et Alexis VERT*

Culturel

# ROMAN POPULAIRE
# *rencontre avec Luc Willette*

**Des histoires d'espionnage, des romans-photos, des romans racistes, bref, des livres d'où le peuple est absent : voilà ce qu'on trouve dans les librairies, chez les marchands de journaux, dans les gares. Un écrivain pourtant essaie de restituer au peuple son histoire, de montrer les luttes populaires. C'est Luc Willette. Il a écrit «Que brûlent les châteaux» et «La montagne refleurira» dont Costa Gavras va tirer un film. Nous l'avons rencontré.**

*Pourquoi écrivez-vous des romans ?*

Il faut relancer le roman populaire de gauche dans la tradition du 19e siècle et du roman populaire révolutionnaire. Chabrol raconte que, dans les Cévennes, dans chaque maison de paysan, on trouvait trois livres : la Bible bien sûr, mais surtout «les Misérables» et «Germinal» Aux USA, c'était «Jack London» qu'on redécouvre maintenant, Gorki en URSS.

Actuellement, en France, le roman populaire, c'est le roman policier, Paul Kenny, Bruce, Gérard de Villiers (du pur fascisme).

Les gens lisent Druon ou Guy Des Cars ou Troyat à la rigueur mais ne lisent pas Aragon.

Pour écrire un roman populaire, il faut un peu de talent mais surtout il faut un éditeur. Cela signifie qu'on doit respecter les lois du genre. J'avais l'intention de reprendre les éléments du roman historique. Au départ je voulais écrire dix bouquins, je voulais faire une épopée rouge. Il faut restituer l'histoire populaire au peuple. Tout le monde a appris l'histoire de Louis XIII ou de Louis XIV dans «les trois Mousquetaires». Les lecteurs sont avides de connaître leur passé. Ils lisent souvent des livres de vulgarisation historique. On leur offre une pseudo-littérature de bas étage.

Dans mes deux livres pourtant, le Happy End (1) n'est pas respecté ; dans le premier, «la Montagne refleurira», j'ai été trop historien, pas assez romancier. Dans le second, on m'a reproché d'avoir été trop dur. Pourtant je suis parti d'une histoire qui s'est réellement passée et que j'ai «adoucie» pour l'intégrer à mon roman. C'est l'histoire de Marly, que j'ai retrouvé dans un arrêt du parlement de Paris. La femme du commerçant qui a été attachée au cadavre de son mari était enceinte de 8 mois, on a trouvé le fœtus mangé par les chiens.

*Pourquoi les paysans ?*

J'ai passé une partie de mon enfance dans un village de Normandie qui fait 340 habitants, ensuite je me suis retrouvé au milieu de paysans en Provence, dans le Midi, à côté de Toulon. J'ai passé trois ou quatre ans avec eux.

A chaque vacance, je travaillais dans un domaine viticole, quand il y avait un coup de gel, les paysans venaient me tirer du lit à 4 heures du matin pour que je les aide à sauver les récoltes qui pouvaient être sauvées.

Je peux en parler en connaissance de cause. Je ne me permettrai pas d'écrire un livre sur les ouvriers d'usine vu que je n'ai jamais travaillé avec eux, je ne veux pas parler de ce que je ne connais pas.

*Comment procèdes-tu pour écrire ces romans historiques ?*

Pour le premier livre, j'ai exploré le terrain mètre par mètre, j'ai fait 1 200 km de marche à pied. Pour le deuxième, je suis allé près de Chantilly au village de Mélo (2). Il est dominé par les ruines du château féodal. Cela donne vraiment une impression d'écrasement physique. Le travail de recherche sur les luttes des paysans au Moyen-Age est très difficile. Les seuls écrits qui existent là-dessus sont ceux des moines ou des nobles ! Pour ce qui est des conditions de vie des paysans, dans bien des régions de France, les conditions de vie et de travail permettent encore de donner une idée de la réalité du Moyen-Age.

Pour le reste, il faut savoir tirer parti des livres bourgeois : pour «Que brûlent les châteaux», j'ai utilisé une histoire de l'alimentation. Pour montrer les «différences sociales», j'ai décrit tour à tour un déjeuner chez un grand bourgeois avec quinze plats au menu, puis un déjeuner dans une famille de paysans – chez Guillaume Carle (3).

## La peinture des masses

Quand on lit certains livres de Zola, on a l'impression qu'il peint les masses en lutte comme une horde enragée et qu'il les a vues de l'extérieur. Tandis que moi, j'essaie de les peindre de l'intérieur, depuis 1958 que je participe à des manifestations sans oublier toutes celles de 68.

## Les personnages historiques

Aillhaud (4), le personnage central de «la Montagne refleurira» a réellement existé. C'était un ancien garde forestier. J'ai réinventé sa mort, en fait il s'était réfugié dans la montagne de Lure. Il a essayé de gagner l'étranger, il a été trahi à Marseille et on l'a traîné au bagne, soit à Cayenne soit en Algérie.

En Haute-Provence, tous les habitants ont eu un grand-père insurgé. En tête des manifestations des années trente à Digne, on trouvait toujours le fils de Aillhaud qui portait le drapeau rouge ; il avait alors 80 ans.

*Quels sont vos projets ?*

J'ai un roman contemporain sous presse qui va de 1936 à 1956. Je prépare un livre d'histoire sur le tribunal révolutionnaire de 1793. Jusqu'à présent, il n'y a eu que des livres de droite sur cette question qui calomnient les révolutionnaires.

*Léon Cladel*

(1) HAPPY END : terme anglais qui signifie dénouement heureux. Cela veut dire que les règles du roman populaire veulent que toutes les histoires finissent bien.

(2) MELO : c'est le village dominé par le château du sinistre seigneur féodal.

(3) GUILLAUME CARLE : c'est le dirigeant des révoltes paysannes qui se sont déroulées au XIVe siècle.

(4) AILLHAUD : c'est le garde forestier leader des ouvriers et des paysans dans la révolte des Basses Alpes contre le coup d'État de Napoléon III.





# Les lecteurs ont la parole

*(Suite de la page 2)*

contente d'affirmer sans démontrer.

Le comité de rédaction a collectivement et longuement discuté sur la base de cette lettre et d'autres lettres reprenant les mêmes critiques. Des mesures concrètes ont d'ores et déjà été prises.

## Un lecteur parisien

*«Je n'ai pas encore terminé la lecture du dernier bi-mensuel (numéro 6), aussi ne m'attacherai-je, dans un premier temps, qu'à la forme.*

*La couverture : une couverture doit, à mon avis, suivre de près l'actualité et représenter quelques chose d'immédiatement identifiable aux yeux des masses. La photo d'Usinor allait tout à fait dans ce sens ; le coin en triangle «Italie, le peuple et ses ennemis» est une formule intéressante qu'il faut utiliser plus systématiquement. Le dessin de la couverture du numéro 6 n'est pas du tout explicite et d'un goût douteux. J'aurai préféré une photo sur les postiers du Landy ou une autre du genre du numéro 1 sur laquelle on peut placer un mot d'ordre offensif et des perspectives claires».*

*(...)*

*«Utiliser plus de photos, de façon générale, surtout pour la couverture, qui doit apporter des prespectives révolutionnaires sur un fait d'actualité connu de tous».*

Ici encore nous exprimons notre plein accord avec les critiques de ce lecteur. Nous sommes bien conscients que pour les couvertures, (on pourrait parler des titres aussi), nous avons de très nettes insuffisances. Outre le fait qu'il n'y a parmi le comité de rédaction aucun journaliste professionnel, vraiment habitué à ces techniques, il se pose un problème de conception journalistique que nous avons abordé dans une lettre précédente : savoir illustrer nos affirmations politiques pour mieux convaincre.

**DEMANDE DE CONTACT**

– Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

– Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom ..........

Prénom ..........

Adresse ..........

Signature ..........

**ABONNEMENTS A L'HUMANITÉ ROUGE**

| QUOTIDIEN | Pli ouvert (sous bande) | Pli fermé (sous enveloppe) |
|---|---|---|
| 1 mois | 20 F | 44 F |
| 3 mois | 60 F | 132 F |
| 6 mois | 120 F | 264 F |
| Soutien | 150 F | 300 F |
| **QUOTIDIEN AVEC SUPPLÉMENT BIMENSUEL** | | |
| 1 mois | 26 F | 54 F |
| 3 mois | 78 F | 164 F |
| 6 mois | 156 F | 368 F |
| Soutien | 200 F | 400 F |

**Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs**

## A TOUS NOS LECTEURS

Pendant la période des congés, le bimensuel continuera de paraître régulièrement. Seule modification apportée, sa date de parution dans la semaine sera reculée pour des raisons de délais de fabrication compte tenu des départs en congés des travailleurs tant journalistes que maquettistes ou imprimeurs qui participent à sa réalisation.

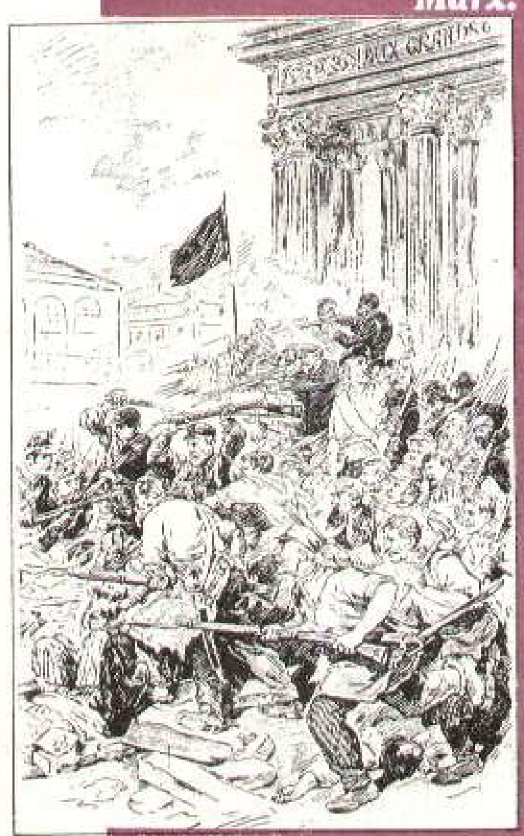
Ainsi il sera disponible le jeudi soir pour les Parisiens et expédié en province le vendredi, ceci pour tous les numéros qui couvriront les mois de juillet et août. La date de parution habituelle reprendra à partir du mois de septembre.

Au cas où vous désireriez modifier le chiffre de vos commandes pour cette période, prévenez dès maintenant l'administration du journal.

Pour tous ceux qui seront dans l'impossibilité de recevoir le bimensuel dans les conditions habituelles en raison de leur départ en vacances et qui souhaiteraient le recevoir directement à leur adresse, envoyez dès maintenant les indications d'adresse et le nombre d'exemplaires, la période choisie et l'argent correspondant (3 F par No) à l'administration, précisez également si vous recevez déjà le quotidien en tant qu'abonnés.

# Les journées de juin 1848

*«...La premiére grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne; C'était une lutte pour le maintien ou l'anéantissement de l'Ordre bourgeois»*
*Marx.*


Le 23 juin 1848 à Paris.

## Février 1848 la proclamation de la République

En février 1848, les ouvriers se sont levés pour conquérir la république. Le 25 février, elle était proclamée : un grand espoir se faisait jour. Un espoir très vite déçu car c'est toujours la bourgeoisie qui a gardé la direction de la lutte. A la suite de la victoire cette dernière dut céder quand même quelques miettes au peuple. Mais comme elle lecraignait par-dessus tout, elle créa une nouvelle force de l'ordre : 24 bataillons de gardes mobiles de 1 000 hommes chacun, composés de jeunes parmi les plus misérables. Le peuple accepta cette garde mobile qui allait être son fossoyeur, car elle apparut comme une armée prolétarienne aux côtés de la garde nationale bourgeoise.

Par ailleurs, elle créa des ateliers nationaux qui employaient les centaines de milliers d'ouvriers jetés sur le pavé par la crise. Il s'agissait de travaux de terrassement fastidieux, monotones et improductifs.

## La fin des illusions

A la suite du 4 mai, date de la première réunion de l'Assemblée nationale élue au suffrage universel, les mesures impopulaires se mirent à pleuvoir. Les ateliers nationaux furent particulièrement visés. Le 21 juin, le gouvernenent allait prendre une mesure qui allait mettre le feu aux poudres : le renvoi immédiat des ouvriers célibataires des ateliers nationaux ou leur enrôlement dans l'armée. Ils répondirent dès le lendemain.

## Les journées de juin

C'est le 23 juin que la lutte débute réellement. A 11 heures les quartiers des portes Saint-Denis, Saint-Martin, les faubourgs Poissonnière et du Temple, les boulevards, les bords du canal, la Cité, la place du Panthéon sont hérissés de barricades.

Face aux ouvriers insurgés, une force considérable : 20 000 hommes de troupes de ligne, les 24 bataillons de gardes mobiles et la garde nationale. Victorine Brocher raconte dans ses mémoires : (1)

*«Pendant toute la journée du 23, on combattit avec un acharnement inexprimable. La résistance était si grande que, dans la nuit du 24, l'assemblée dut télégraphier aux villes voisines pour demander du renfort. Paris était déclarée en état de siège. Cavaignac fut investi des pleins pouvoirs (...)*

*»L'armée et la garde nationale reprirent l'offensive sur tous les points. Le 25, les troupes partout continuèrent leur mouvement offensif (...) Le faubourg Saint-Antoine paraissait imprenable, on résolut de le bombarder. La Bastille se couvrit de canons (...) Les insurgés vaincus durent mettre bas les armes, il y eut plusieurs milliers de prisonniers, un grand nombre d'entre eux furent déportés. Les hôpitaux étaient encombrés de blessés et la place de la Bastille, le rue du faubourg Saint-Antoine étaient jonchés de cadavres...»*

## Plusieurs milliers de prisonniers

*...«A la suite des journées de juin, Cavaignac conserva le pouvoir éxécutif (...) La première action de l'Assemblée fut de décréter la transportation dans les possessions françaises d'outre-mer, par mesure de sécurité générale des détenus qui avaient pris part à l'insurrection... Il y avait 4 348 prisonniers...»*

## Une révolution riche d'enseignements

La bourgeoisie a réprimé par le sang la révolte populaire qu'elle avait sucistée par sa politique réactionnaire. Cette révolution est restée gravée pendant très longtemps dans les mémoires : c'était la première fois que le prolétariat luttait de manière autonome, sous sa propre direction. On peut dire aussi qu'elle a eu une dimension européenne. Marx a écrit à son propos : (2)

*«Ce n'est que trempé dans le sang des insurgés de juin que le drapeau tricolore est devenu le drapeau de la révolution européenne, le drapeau rouge. Et nous crions : la révolution est morte ! Vive la révolution !».*

*Evelyne Le Guen*

(1) Victorine Brocher : une femme du peuple témoin de cette révolution. Elle participa activement à la Commune.

(2) K.Marx : les luttes de classe en France. .